



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 25 avril 2022

Chine continentale

Point Covid ([ici](#))

Point général : les autorités tentent de ménager l'activité économique, alors que le confinement se poursuit à Shanghai et que Pékin connaît une campagne de tests massive

Situation sanitaire : le confinement se poursuit à Shanghai ; les mesures de contrôle épidémique à Pékin sont fortement renforcées

Mesures économiques de soutien : les autorités centrales font des annonces générales sur la consommation et les investissements en infrastructures ; les autorités locales poursuivent les mesures de soutien budgétaire et fiscal

Logistique : les perturbations logistiques persistent, mais leur intensité reste difficile à évaluer en raison de l'imprécision des chiffres

Transport aérien : effondrement du trafic intérieur de passagers et nouvelles perturbations pour les vols internationaux

Climat des affaires : sondages des chambres de commerce sur l'activité des entreprises étrangères en Chine

Semi-conducteurs : les principales fonderies shanghaiennes maintiennent leur production en passant en circuit fermé

Electronique : les perturbations de chaînes logistiques affectent les entreprises du delta du Yangtze

Automobile : à Shanghai, la reprise de la filière automobile est ralentie par les perturbations sur les chaînes d'approvisionnement

Matières premières : la production de terres rares est maintenue à Baotou malgré le confinement de la ville

Agriculture : la stratégie Zéro-covid handicape les semis de printemps du « grenier » chinois

Shanghai : services d'aides aux entreprises

Shanghai : remise en route lente pour les entreprises de la liste blanche, poursuite des difficultés pour les autres, notamment les PME

Shanghai : aides pour la reprise de plus de 200 entreprises de production alimentaire

Shanghai : mesures sur les demandes de dérogations (« pass ») pour les transports

Conjoncture

Croissance : la 11ème Réunion de la Commission financière et économique centrale, présidée par Xi Jinping, prévoit un renforcement des investissements en infrastructures

Croissance : le Conseil des Affaires d'Etat souhaite promouvoir la consommation interne

Change : baisse du ratio de réserves obligatoires pour les dépôts en devises

Banque et finance [\(ici\)](#)

Immobilier : les autorités somment banques et sociétés de défaillance nationales de se mobiliser pour soutenir les promoteurs immobiliers en difficulté

Marchés financiers : la Chine approuve sa première loi sur les contrats à terme et les produits dérivés

Marché boursier : le marché boursier chinois a connu une forte volatilité cette semaine

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Drones et guerre en Ukraine : DJI suspend ses activités en Russie et en Ukraine

Droits de douane : suppression des droits de douane sur les importations de charbon

Contrôle des exportations : publication d'un projet de réglementation sur le contrôle des exportations des biens à double usage

Climat des affaires [\(ici\)](#)

Propriété intellectuelle : clap de fin de la semaine de la propriété intellectuelle

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Semi-conducteurs : Arm Ltd tente de reprendre le contrôle de sa filiale Arm China

Textile : l'industrie chinoise cherche à se positionner sur des produits à plus haute valeur ajoutée

Automobile : Pony.ai et Apollo (Baidu) obtiennent des licences pour robots-taxis

Données : le TC260 publie une norme sur la collecte de données personnelles par les applications mobiles

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Energie : impact des confinements en Chine sur la demande en pétrole mondiale

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : les résultats économiques de la ville pour le 1er trimestre 2022 confirment un retournement de tendance en mars

Provinces du Sud-Ouest : une croissance régionale dynamique au premier trimestre, portée par le secteur secondaire

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Bourse : le bénéfice net de HKEX se contracte de 31% au 1er trimestre

Bourse : les Stock Connects enregistrent des ventes nettes d'actions chinoises atteignant 1 Md USD au cours des 3 premières semaines d'avril

Croissance du PIB : le FMI réduit ses prévisions de croissance pour Hong Kong à 0,5% en 2022

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises se contractent de 8,9% en mars (g.a) et les importations de 6%

Inflation : hausse de 1,7% de l'indice des prix à la consommation au cours du mois de mars (g.a)

Macao

Tourisme : baisse du nombre de visiteurs de 30% en mars

Taiwan [\(ici\)](#)

Economie : la confiance des Taïwanais en baisse en raison de la guerre en Ukraine et de la hausse des taux d'intérêt

Emploi : le taux de chômage en légère hausse en mars

Accès au marché : le Yuan législatif vote la réduction du tarif douanier sur le Champagne de 20 à 10%

Environnement : le NDC souligne l'effet d'entraînement de la neutralité carbone sur la croissance

Finances : les banques et les assurances diminuent leur exposition au marché russe

PIB par Habitant : Taiwan devrait dépasser la Corée du Sud d'ici la fin de l'année selon le FMI

Chine continentale

Situation Covid

Point général : les autorités tentent de ménager l'activité économique, alors que le confinement se poursuit à Shanghai et que Pékin connaît une campagne de tests massive

La semaine a été marquée par la crainte de l'apparition d'une nouvelle vague à Pékin, qui a donné lieu à une campagne de tests obligatoires pour toute la ville. Du 22 au 29 avril, 213 nouveaux cas ont été recensés, sur 23 millions d'habitants. La crainte d'un confinement a notamment conduit à des achats massifs de denrées alimentaires et biens de première nécessité – il a ainsi été estimé par Le Monde que se vendait actuellement en un jour autant de congélateurs qu'habituellement en un mois. A Shanghai, du lundi 25 au vendredi 29 avril, 56 000 nouvelles contaminations ont été comptabilisées. Néanmoins, le nombre de nouveaux cas journaliers connaît une relative décrue pour s'établir à 10 600. Les mesures sanitaires sont renforcées: contrôles routiers, désinfections, déplacement forcé vers les centres de quarantaine pour toute personne positive.

Les perturbations des chaînes de valeur continuent (par exemple pour le secteur automobile ou l'agriculture), le trafic aérien domestique s'effondre. Les chiffres macroéconomiques pour avril devraient être publiés à la mi-mai. Les quelques mesures d'assouplissement annoncées à Shanghai (publication d'une « liste blanche » d'entreprises autorisées à reprendre la production, annonces d'un déconfinement partiel) ne semblent pas pour l'instant avoir été suivies d'effets concrets significatifs. Sont davantage notables les annonces de soutien général à l'économie. Lundi, Wang Yiming, membre du Comité politique monétaire de la PBoC, a appelé de ses vœux la mise en œuvre de politiques économiques « plus vigoureuses » pour assurer la croissance. Le même jour, le Conseil des affaires d'Etat publiait des lignes directrices visant à augmenter la consommation. Mardi, Xi Jinping s'est exprimé à la suite d'une réunion du comité central pour les affaires financières et économiques, pour la réalisation d'un grand plan d'investissements en infrastructures.

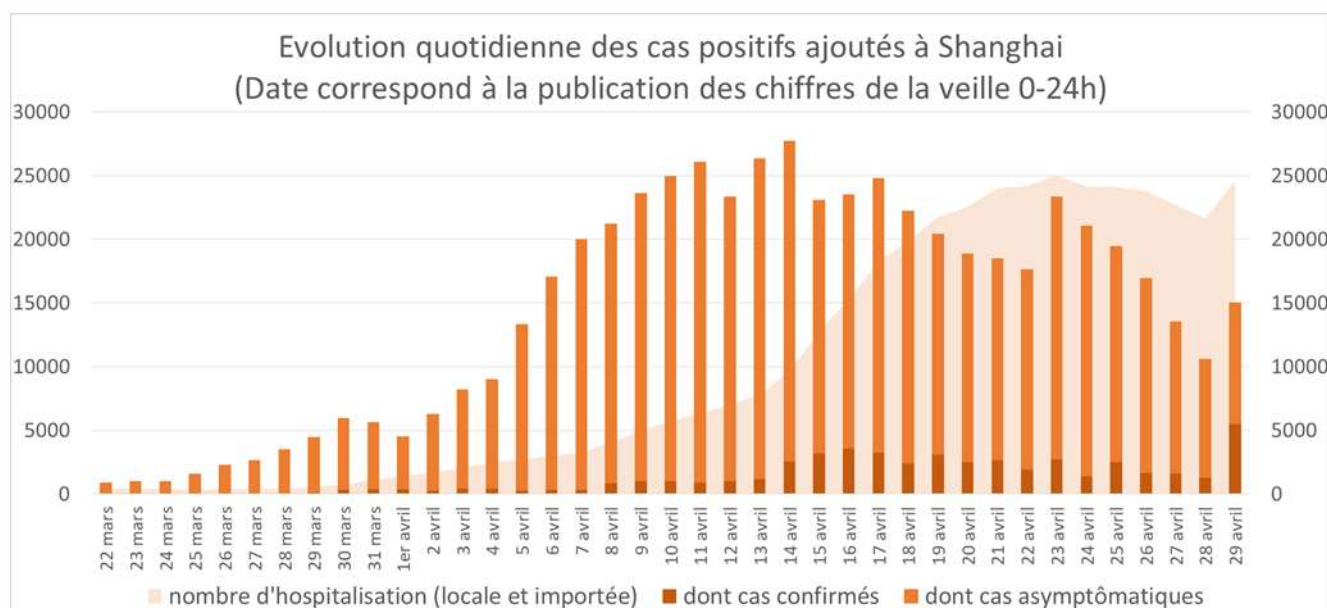
Pour ces deux annonces, aucune mesure concrète ou enveloppe financière n'a encore été définie. Diverses mesures sectorielles ont également été prises, dans la suite des annonces des précédentes semaines : assouplissement des règles pesant sur le secteur immobilier, soutien du taux de change du yuan par la réduction des réserves obligatoires en devises auprès de la PboC, augmentation de la production de charbon. Les autorités continuent à poursuivre leur objectif économique de croissance à 5,5% du PIB pour 2022, dans un contexte où la résurgence du virus rend de plus en plus coûteuse la poursuite de l'objectif « zéro-covid ».

Situation sanitaire : le confinement se poursuit à Shanghai ; les mesures de contrôle épidémique à Pékin sont fortement renforcées

Pour la Chine continentale, 60 000 nouveaux cas ont été comptabilisés depuis lundi 25 avril et 116 zones à risques sont répertoriées sur l'ensemble du territoire. Il convient de noter que cet indicateur est peu révélateur de la situation réelle : à titre d'exemple aucune zone à risque n'est classifiée à Shanghai. Depuis début mars, le seuil des 700 000 nouvelles contaminations est ainsi atteint au vendredi 25 avril. A l'échelle nationale, les restrictions à l'entrée et à la sortie du territoire demeurent inchangées et rendent les déplacements internationaux presque impossibles : non délivrance de visa d'entrée sur le territoire, forte réduction du trafic aérien et

quarantaine obligatoire de 2 à 3 semaines à l'arrivée. Il est estimé qu'au total en Chine, près de 350 millions de personnes sont sous le coup d'une forme plus ou moins stricte de confinement (cabinet d'études Nomura).

A Shanghai, 56 000 nouvelles contaminations ont été comptabilisées depuis le lundi 25 avril. La barre des 575 000 nouveaux cas positifs comptabilisés depuis début mars a ainsi été franchie cette semaine. Au total, 337 décès (moyenne d'âge d'environ 84 ans) ont été déclarés dans le cadre de cette 5ème vague, tous avec des comorbidités importantes et la plupart non vaccinés. Le confinement strict perdure, avec des mesures de différenciation par zone (district, quartier et/ou résidence) en fonction de la situation épidémique.



A Pékin, 213 nouveaux cas ont été recensés depuis le 22 avril, date du rebond épidémique et de l'augmentation des contaminations croisées, dont 49 nouveaux cas pour la seule journée du 28 avril. Les autorités ont déclaré 24 zones à risque dans la municipalité, dont 5 à haut risque. De nombreuses mesures ont été mises en place cette semaine : tests obligatoires dans toute la ville (3 sur la semaine), quarantaine (2 semaines) au retour des provinces dans lesquelles un cas a été déclaré, écoles fermées, test de moins de 48 heures obligatoire pour entrer dans tout bâtiment du district de Chaoyang.

Mesures économiques de soutien : les autorités centrales font des annonces générales sur la consommation et les investissements en infrastructures (voir *Conjoncture*) ; les autorités locales poursuivent les mesures de soutien budgétaire et fiscal

Shanghai	Subventions à la formation professionnelle (et cf. infra)
Shenzhen	Grandes entreprises : remboursement de 30% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements

	TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements Toutes entreprises : subvention de 500 RMB/personne si moins de 5% du personnel a été licencié depuis janvier (maximum par entreprise : 200 000 RMB)
<i>Jiangxi</i>	TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements
<i>Hohhot</i>	TPE-PME : subvention de 500 RMB par employé pour les recrutements en 2022, après 6 mois de cotisation à la sécurité sociale.
<i>Suzhou</i>	TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements
<i>Tianjin</i>	Grandes entreprises : remboursement de 30% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements
<i>Hefei</i>	Toutes entreprises : 2000 RMB de subventions par personne aux entreprises limitant les licenciements. Cette subvention est de 500 000 RMB au maximum par entreprise.
<i>Sichuan</i>	Grandes entreprises : remboursement de 30% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements. TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements; si elles recrutent des nouveaux diplômés au chômage depuis plus de six mois, subventions de 1000 RMB/personne
<i>Shandong</i>	TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements
<i>Province du Hubei</i>	MPME et commerçants indépendants : exemption de paiement des loyers pendant 3 mois, et 6 mois pour les entreprises situées dans les zones à moyen/haut risque.
<i>Province du Jiangxi</i>	Entreprises ayant cessé la production à cause du confinement : subvention de 500 CNY par salarié. Subvention de 1 000 CNY pour chaque nouveau diplômé d'université recruté. Par ailleurs les entreprises des secteurs particulièrement exposés (tourisme, restauration, transport, vente au détail) peuvent bénéficier d'une exemption des cotisations d'assurance retraite au T2 2022.

Logistique : les perturbations logistiques persistent, mais son intensité reste difficile à évaluer en raison de l'imprécision des chiffres

A l'image de ce qu'il avait fait au S1 2020 pendant la première vague de Covid-19 en Chine, le ministère chinois des Transports (MoT) publie quotidiennement les données de transports, y compris le fret. Les chiffres, débutant au 21 avril, dressent une image plutôt stable des flux logistiques depuis cette date. Les indices figurant dans le suivi, toutefois, ne sont pas tous identiques aux publications mensuelles du ministère, rendant ainsi impossible une comparaison avec la situation habituelle (par exemple, le seul indicateur disponible sur le transport routier de marchandises est le trafic de camions, alors qu'habituellement le MoT publie plutôt le volume transporté).

Bloomberg estime dans un [article récent](#) que les données officielles des transports font l'objet d'un examen de plus en plus minutieux, en raison du lien très étroit avec l'objectif annuel de croissance fixé à 5,5% par le gouvernement central.

Selon les données de *SpaceKnow*, entreprise spécialisée dans les images satellites, les activités portuaires en Chine auraient néanmoins chuté à un niveau inférieur à celui observé pendant le premier confinement en 2020 au début de la crise sanitaire. D'après des sources proches de cette industrie, le port de fret de Shanghai ne souffre toujours pas de congestion. Par conséquent, la baisse observée par *SpaceKnow* doit plutôt s'expliquer par les difficultés rencontrées ailleurs, à Shanghai et plus globalement en Chine (notamment la baisse de production industrielle ou de la consommation).

Le trafic fluvial, quant à lui, souffre plus directement des restrictions sanitaires et se trouve également bien en-dessous des niveaux les plus bas de janvier 2020. Quant au fret ferroviaire, le groupe d'Etat *China Railway* est en retard, n'ayant pas encore dévoilé les chiffres pour le mois de mars alors que la publication se fait normalement au milieu de chaque mois. L'économiste en chef pour la Chine chez Nomura, M. Lu Ting, [affirme](#) que l'impact de ce confinement massif sur la chaîne d'approvisionnement sera aussi grave, voire pire, que celui au printemps 2020.

Transport aérien : effondrement du trafic intérieur de passagers et nouvelles perturbations pour les vols internationaux

Les restrictions de mobilité consécutives à la stratégie chinoise d'élimination du COVID-19 ont provoqué une chute brutale du trafic aérien intérieur en Chine. Le site Flight Global [documente](#) les performances de trafic passagers intérieur des trois principales compagnies aériennes en à leur plus bas niveau depuis le début de la pandémie il y a plus de deux ans. Ainsi, Air China a transporté un peu plus de 2 millions de passagers en mars sur ses liaisons intérieures, soit une baisse de 70% par rapport à 2021, et la moitié du nombre de passagers transportés en février 2022. C'est le plus bas niveau enregistré depuis février 2020, quand la compagnie basée à Pékin n'avait transporté que 1,3 M de passagers. En glissement annuel, les recettes/passagers/km (RPK) d'Air China se sont effondrées de 71% et son offre de capacité de 65% (respectivement -50% et -46% par rapport au mois de février). Avec des performances et ratios similaires pour China Eastern ou China Southern, sans amélioration de la situation sanitaire ou modification des mesures chinoises de lutte contre le covid-19, les résultats économiques et financiers pour 2022 des principales compagnies aériennes chinoises vont probablement se dégrader encore davantage cette année par rapport à la crise des années 2021-2020 (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 4 avril](#)). Face à besoin urgent de liquidité pour remboursement de créances et reconstitution de son fonds de roulement, le groupe China Eastern a [annoncé](#) le 26 avril l'émission d'obligations à très court terme à hauteur de 2 Mds CNY [290 M EUR]

Le cabinet chinois VariFlight apporte des [indications](#) sur les tendances récentes en matière de trafic aérien domestique. La semaine du 18 au 24 avril 2022 montre que le marché intérieur reste au plus bas avec 21 000 vols hebdomadaires, soit une baisse des mouvements de 78% en glissement annuel. Le volume hebdomadaire de passagers s'est élevé à 1,835 millions (-85% par rapport à 2021 en g.a.). Le tableau ci-dessous illustre le nombre de vols réalisés depuis le début de l'année 2022 (en bleu) par rapport à ceux comptabilisés en 2021 (en gris). La légère évolution positive constatée cette semaine par rapport à la précédente devrait de toute évidence être remise en cause par la dégradation de la situation sanitaire à Pékin depuis le weekend dernier, ou suite à la nouvelle alerte à l'aéroport de Canton Baiyun (employés dépistés positifs au covid-19), où 80% des vols ont été annulés le jeudi 28 avril (l'aéroport est [fermé](#) à tous les vols domestiques les 29 et 30 avril).



Source : VariFlight, 25 avril 2022

La perturbation actuelle du marché aérien domestique en Chine va se poursuivre à court-terme. Lors d'une récente conférence de presse, l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) [estime](#) que la situation sanitaire aura un fort impact sur les congés annuels du 1^{er} mai, et ne prévoit le déplacement que de 2 millions de passagers pendant cette période, soit une baisse de 77 % en glissement annuel. Dans ce contexte, les compagnies aériennes chinoises se livrent à une concurrence agressive en termes de tarifs : les données de réservation [montrent](#) que le prix moyen d'un billet en classe économique s'élève cette année à 728 CNY pour un voyage entre le 30 avril et le 4 mai, soit 150 CNY de moins qu'un billet équivalent pris à la même période l'an dernier.

S'agissant des vols internationaux, la situation s'est encore dégradée en avril, notamment à l'aéroport de Shanghai Pudong (PVG). De nombreux vols à destination de l'Europe, des Etats-Unis ou de pays voisins ont été annulés tout au long de ce mois, après la mise en place du confinement strict de la ville, portant atteinte au fonctionnement des services au sol à l'aéroport, avec une absence quasi-totale de personnels disponibles. En conséquence, Certaines compagnies étrangères comme Delta, Swiss ou EVA Air ont annulé tous leurs vols au départ de Shanghai PVG jusqu'en juin. Air France, KLM et d'autres compagnies européennes ont néanmoins pu assurer quelques vols, obtenus après pressions diplomatiques. Les passagers rencontrent toutefois des difficultés pour se rendre à l'aéroport sur les rares vols encore opérés (obtention d'une autorisation de sortie de leur lieu de

confinement, etc.). Les nombreuses contraintes sanitaires et opérationnelles limitent les capacités d'embarquement à environ 50% de la cabine. Par ailleurs, les dispositions des autorités locales plafonnant les taux de remplissage à 40% des cabines passagers pour les vols internationaux des compagnies étrangères entrants à PVG sont reconduites jusqu'à fin mai, de même que l'obligation de déroutement de tous les vols entrants des compagnies chinoises à destination de l'aéroport de Shanghai vers des villes secondaires (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 4 avril](#)).

Enfin, les sanctions consécutives au mécanisme controversé dit de « circuit breaker » se poursuivent en parallèle. Pour mémoire ces mesures consistent en la suspension pour une durée variable d'une liaison régulière en provenance de l'étranger, quand un certain nombre de passagers ont été testé positif au COVID-19 en Chine à leur arrivée sur un vol précédent (de telles décisions se sont multipliées depuis début 2022, voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 10 janvier](#)). Cette semaine, Air China a été suspendue à ce titre pour quatre semaines pour son vol hebdomadaire CA934 Paris CDG – Tianjin TSN ; ces sanctions s'ajoutent aux suspensions préalables de la même liaison, 27 avril et 4 mai. Pour les mêmes raisons, China Southern doit annuler de son côté sa ligne CZ348 Paris CDG – Canton CAN aux dates des 5 et 12 mai. Le vol hebdomadaire MU570 de China Eastern, au départ de Paris CDG, normalement à destination de Shanghai PVG mais actuellement dérivé à Taiyuan TYN (voir *supra*), ne pourra reprendre ses services que le 29 mai, après avoir purgé le même type de sanction des autorités chinoises.

Climat des affaires : sondages des chambres de commerce sur l'activité des entreprises étrangères en Chine

Au cours des dernières semaines, plusieurs chambres de commerce étrangères en Chine ont sondé leurs membres pour évaluer l'impact de la crise sanitaire ainsi que de la guerre en Ukraine sur leur activité et leurs investissements en Chine : [Allemagne](#), [Royaume-Uni](#), [Japon](#), [États-Unis](#), [Suède](#), Finlande. La Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine (EUCCC) et la Chambre de commerce et d'industrie française en Chine (CCIF) publieront également les résultats de leurs sondages dans les prochaines semaines.

La grande majorité des entreprises estime déjà que leur chiffre d'affaires sera largement pénalisé en 2022 et que leurs investissements vont être réduits ou retardés (du fait de la pandémie mais également de la guerre en Ukraine pour certaines). Les perturbations logistiques et le manque de main d'œuvre pénalisent la production. Retenir ou attirer des cadres expatriés en Chine devient par ailleurs de plus en plus problématique.

	Allemagne (18/27 mars, 391 entreprises)	États-Unis (29/30 mars, 167 entreprises)	Royaume-Uni (6/14 avril, 200 entreprises)	Japon (9/12 avril, 53 entreprises)	Suède (19/22 avril, 120 entreprises)	Finlande (8/14 avril, 108 entreprises)
Effet des restrictions sanitaires sur le chiffre d'affaires		54% prévoient une baisse des revenus en 2022 (38% ne peuvent pas encore se prononcer)	74% affectées gravement ; 68% prévoient une baisse des revenus en 2022		89% rapportent des conséquences négatives	50% prévoient une baisse en 2022 ; 38% à cause de l'invasion de l'Ukraine
Réduction ou retard de projets	32% prévoient de retarder	29% retardent, 17% diminuent ;	49% réduisent ou retardent		68% effet négatif de la pandémie	57% réduire à cause de la pandémie ;

d'investissements		49% réduiront si les mesures sanitaires perdurent				44% à cause de l'invasion de l'Ukraine
Perturbations logistiques	51% subissent des perturbations	57% subissent des perturbations ; 86% pour secteur manufacturier	51% subissent des perturbations ; 71% pour les biens.	68% subissent une suspension totale en Chine; 75% à Shanghai ; 32% vers l'international	79% subissent des perturbations; 100% pour les entreprises industrielles.	50% subissent des perturbations; 55% à Shanghai
Mobilité internationale		81% ont des difficultés à attirer et maintenir des talents étrangers ; conséquences importantes ou sévères pour 35%	Difficulté à attirer et retenir les talents étrangers (69%); 74% dans l'industrie de l'éducation	23% ne peuvent pas faire partir leurs employés de Shanghai	66% ont des difficultés de recrutement international ; conséquences importantes ou sévères pour 25%	39% ne peuvent pas faire déplacer les cadres supérieurs vers ou en dehors de Chine (47% pour Shanghai)
Conditions de travail et vie quotidienne			50% sont insatisfaites par les règles jugées peu claires de confinement et de tests.	34% ont suspendu les opérations de leurs usines ; 8% poursuivent l'activité des usines en faisant dormir les employés sur place		Incapacité de déplacement des employés essentiels pour 57%
Délocalisation hors de Chine	10% estiment qu'une partie des opérations sera délocalisée hors de Chine en conséquence de l'invasion de l'Ukraine			Dans une lettre , le Consul général du Japon mentionne que certaines entreprises ont commencé à relocaliser leur production	68% ont une image dégradée du marché chinois ; 41 % des grandes entreprises industrielles disent évaluer la possibilité de délocaliser leur production en dehors de Chine	

Semi-conducteurs : les principales fonderies shanghaiennes maintiennent leur production en passant en circuit fermé

Une soixantaine d'entreprises de semi-conducteurs figure sur la liste des 666 entreprises de la municipalité de Shanghai autorisées à reprendre la production. Parmi elles, SMIC, premier fondeur chinois en volume de ventes (5,4 Mds USD en 2021, +39%), fonctionne en circuit fermé depuis mi-mars. Plus de 60% des employés de son principal centre de production à Shanghai logent actuellement sur le site de l'entreprise mais le groupe [assure](#) que la production ne serait pas impactée. Huahong, numéro 1 du secteur (1,6 Md USD en 2021, +70%), fonctionne également en circuit fermé. L'entreprise a annoncé [un programme de rachat](#) d'actions pour lutter contre la dévaluation de son cours à Hong Kong (-31% depuis début 2022), causée notamment par les craintes dues aux restrictions sanitaires. Le groupe taiwanais TSMC serait également parvenu à maintenir sa production à Shanghai selon le [Global Times](#).

Electronique : les perturbations de chaines logistiques affectent les entreprises du delta du Yangtze

En-dehors de Shanghai, les chaines de valeur du secteur de l'électronique sont impactées par plusieurs confinements locaux, en particulier à Suzhou et Kunshan qui concentrent de nombreuses entreprises spécialisées dans l'assemblage de produits électroniques ainsi que des fournisseurs pour les industries des écrans, des PCB, ou encore l'optoélectronique. Ainsi, la moitié des fournisseurs d'Apple en Chine seraient situés dans des zones concernées par des mesures de confinement [selon le Financial Times](#). A Kunshan (Jiangsu), deux usines de Foxconn sont ainsi à l'arrêt tandis que l'usine du groupe à Zhengzhou (Henan) semble pour l'instant [épargnée](#). Toujours à Kunshan, le groupe taiwanais AU Optronics spécialisé dans l'industrie des écrans [a annoncé](#) avoir réduit ses capacités de production de 30 à 40%.

En outre, les restrictions sur les chaines logistiques impactent fortement les livraisons de composants, notamment semi-conducteurs, depuis les centres de production situés à Shanghai. De nombreuses entreprises d'électroniques situées dans les provinces adjacentes du Jiangsu, Zhejiang et Anhui se trouvent ainsi confrontées à des disruptions de leurs chaines d'approvisionnement.

Automobile : à Shanghai, la reprise de la filière automobile est ralentie par les perturbations sur les chaînes d'approvisionnement

Les usines de plusieurs constructeurs ([Tesla](#), [SVW](#) – JV entre SAIC et VW) ont redémarré une partie de leur production, à la suite de la publication de la [liste blanche](#) des 666 entreprises ou entités juridiques prioritaires. Pour mémoire, les entreprises automobiles (constructeurs et équipementiers) représentent [plus du tiers](#) des entreprises figurant sur la liste blanche. Selon les données publiées par le Bureau d'information de la Municipalité de Shanghai le 22 avril, du 18 au 22 avril, 70% des 666 entreprises prioritaires auraient repris, au moins partiellement, leur production. Néanmoins, deux semaines après la publication de cette liste, leurs niveaux de productions demeurent limités.

Selon Tesla, [8 000 employés](#) de l'usine ont repris leurs activités (soit [53%](#) des effectifs) ; l'usine espère opérer à pleine capacité progressivement. A l'instar d'autres constructeurs, Tesla a indiqué dépendre de plus de 100 fournisseurs, rendant la production de véhicules dépendante de la reprise de l'activité de ces fournisseurs et de la reprise du fret routier. SAIC a également repris ses opérations en circuit fermé ([4 000 employés](#)). D'autres constructeurs redémarrent plus lentement et ne produirait qu'à environ 25% des capacités normales, certaines

lignes de production n'ayant pas redémarré. Les approvisionnements ne sont pas encore stables et les pièces manquent.

A ce stade, les règles fixées par les autorités obligent les entreprises à limiter leurs effectifs sur site à 50% du nominal, ce qui explique en partie la production moins élevée. La liste blanche apporterait néanmoins une aide significative pour obtenir le redémarrage des fournisseurs et les accès logistiques.

En conséquence, le mois de mars enregistre une très forte baisse des ventes automobiles. D'après la China Association of Automobile Manufacturers (CAAM), 2,2 M de véhicules ont été vendus (-11,7% en g.a.). Les ventes de véhicules particuliers se sont élevées à 1,8 M d'unités (-0,6% en g.a.) ; celles de véhicules utilitaires à 370 000 unités (-43,5% en g.a.). Hormis Shanghai, les grandes régions de production et de ventes (Jilin et Guangdong) sont également touchées par les mesures de confinement. Les estimations de ventes pour le mois d'avril sont pires : la CAAM prévoit [une diminution de 32%](#) des ventes de véhicules particuliers (1,1 M d'unités). Durant les deux premières semaines d'avril, les ventes de véhicules particuliers en Chine ont déjà diminué : -32% durant la première semaine d'avril (24 600 véhicules), et -39% durant la seconde (26 700 véhicules).

Pour les constructeurs chinois, [les résultats des ventes sont mitigés](#). BYD enregistre une forte croissance des ventes au T1 2022 (+180%) notamment en mars (+[346%](#)) ; ses bénéfices ont crû au T1 2022 de [240%](#). De même, GAC Group enregistre une forte croissance (+22,5% en g.a.), Chery Auto (+11,5% en g.a. dont +213% pour les VEN), ainsi que SAIC Motor (+6,8% en g.a.). En revanche, d'autres constructeurs ont vu leurs ventes diminuer au T1 2022 : c'est le cas de FAW (-22,6% en g.a.), BAIC (-25,6% en g.a.), Geely (-2,3% en g.a.) et Great Wall Motor (-16,3% en g.a.). Les cinq principales usines de FAW à Changchun sont mises à l'arrêt, tandis que GWM a également cité des retards de livraisons en raison de perturbation de la chaîne d'approvisionnement.

Dans l'ensemble, les marques chinoises ont [gagné des parts de marché](#) au mois de mars (48,5%) au détriment des marques allemandes (20%, contre 23,1% en mars 2021), japonaises (20,9% contre 21,7%), américaines (9,6%, stable), coréennes (1,7%, contre 2,7%). Seule la part des marques françaises a légèrement augmenté, mais à un niveau très bas (0,8%).

Selon le président de l'Institut de recherche des technologies de VEN du Jiangxi New Energy Technology Institute, les entrepôts traditionnels de véhicules ne disposent généralement que de matériaux pour 14 jours – soit toujours à flux tendus. Le coût de la logistique dans le delta du fleuve du Yantgse serait [multiplié par 10](#). En outre, la situation à Shanghai pourrait impacter la production d'usines à l'étranger puisque de nombreux producteurs de pièces automobiles sont y sont implantés. Au Japon, deux usines du groupe Mazda ont ainsi dû [cesser leur production](#), de même qu'un site de production de Mitsubishi.

Matières premières : la production de terres rares est maintenue à Baotou malgré le confinement de la ville

La ville de Baotou (Mongolie intérieure) a annoncé lundi 25 avril un confinement d'une semaine. Baotou est l'une des principales bases mondiales de production de terres rares. [Selon Bloomberg](#), des mesures semblent néanmoins avoir [été prises](#) (campagnes de tests, mesures individuelles pour les entreprises prioritaires...) afin de limiter les chaînes de transmission et éviter toute contamination au sein des mines. La production semble pour l'instant avoir été maintenue à un niveau stable. Les marchés semblent [assez confiants](#) que les approvisionnements resteront stables pour la plupart des oxydes échangés sur les marchés.

En 2021, Baotou avait [présenté](#) des mesures de soutien massives (subventions, incitations fiscales...) pour soutenir le développement « de haute qualité » de l'industrie des terres rares, y compris en se positionnant sur les activités de transformation à haute valeur ajoutée en aval des chaînes de valeur.

Agriculture : la stratégie Zéro-covid handicape les semis de printemps du « grenier » chinois

Les restrictions strictes liées au Covid perturbent le déplacement des agriculteurs et la circulation des intrants agricoles du nord-est de la Chine, en particulier dans la province du Jilin. Cette situation menacera les cultures de riz, de maïs et de soja en 2022 si elle ne s'améliore pas. Une mesure dérogatoire vise à simplifier les déplacements vers les campagnes : test PCR négatif moins de 48 heures avant le départ et isolement à domicile de sept jours avant de se rendre dans les zones rurales. Des voies rapides pour les semences et les engrais ont également été établies afin de garantir les semis. Au 3 avril, les agriculteurs avaient reçu 91% des semences et 74% des engrais normalement nécessaires. Cependant, un retard des semis est prévu pour la culture du printemps 2022.

Shanghai : services d'aides aux entreprises

1- *Enterprise Service Cloud*, un service d'aide aux PME sous l'égide du gouvernement municipal de Shanghai

Shanghai Enterprise Service Cloud est une plateforme d'aides aux entreprises dédiée aux PME, recommandée par le gouvernement municipal de Shanghai. Cette plateforme répond aux appels des entreprises, organise des conférences sur des questions d'actualité dans le contexte de l'épidémie et met à disposition des équipes d'experts bénévoles pour fournir des consultations gratuites. La plateforme référence également des liens vers des informations telles que les lignes d'assistance téléphonique des services de prévention et de contrôle des épidémies et les politiques utiles pour les entreprises (rubrique "*Policy Knowledge Base*"). Une liste de point de contact est fournie sur différents sujets :

Name	Title	Cell phone	Working hours	Areas
XU Jingjing	Deputy Head of Shanghai Enterprise Development Expert Volunteer Service Team East, Partner of Qiying Group	18019747866	8:00-17:00	Assistance with policy support, corporate financing, national tax-advantaged planning, and resource matching
ZHANG Ming	Indoor air disinfection expert, founder of Top 50 Startups with the most investment potential in Shanghai in 2019, WeAirHealth (Shanghai) Technology Co.	13371808897	Working day 10:00-16:00	Indoor long-lasting air disinfection, scientific and precise regular epidemic prevention services

PAN Weijia	Expert of Shanghai Enterprise Development Expert Volunteer Team, Assistant Director of Shanghai Zhangjiang Notary Public Office	13585780833	Monday to Friday 9:00-11:00, 14:00-17:00	1、Enterprise daily notary legal issues: such as protection of intellectual property rights, issuance of force majeure certificate by enterprises due to force majeure default such as epidemic, notarization of enterprise's external statement of financing guarantee, prevention of personnel disputes with notary tools; 2、How enterprises use notarization for data storage; 3、Notarization services involved in the establishment of companies outside of China and individual consular visa certification; 4、Notarization legal services involved in the inability to contract abroad during the epidemic or cross-border trade obstructed by the epidemic.
LI Dewei	Expert of Shanghai Enterprise Development Expert Volunteer Team, Director of Shanghai Standardization Service Center of CCPIT Business Industry Committee	13901735139	Working day 10:00-16:00	Consultation on product standards, enterprise standards, industry standards, local standards, national standards, group standards, etc.; how to declare and upgrade to become a specialized and special new enterprise.
XU Hong	Secretary General of Shanghai Enterprise Development Expert Volunteer Team South Region, Partner of Shanghai Liange Capital	13311673887	Working day 9:00-11:00, 14:00-17:00	1. enterprise investment consulting (equity structure construction and solutions, financing services); 2. digital transformation system consulting and implementation; 3. digital transformation top-level planning consulting and implementation; 4. digital talent training system consulting and implementation: coordinate and promote the enterprise's multi-level, multi-directional, multi-way digital talent training system; 5. digital marketing overall program consulting and implementation: create a digital enterprise full marketing system.
XU Huocheng	Expert of Shanghai Enterprise Development Expert Volunteer Team, Chairman of Suhui (Shanghai) Design & Consulting Co.	13524111234	Afternoon 14:00-16:00 Evening 19:30-21:00	1, product design, packaging design; 2, top-level design and implementation methods; 3, brand strategy and organizational synergy; 4, business partner team building methods; 5, the role of corporate culture in difficult times (difficult things are the best time to test corporate culture)
GUO Rong	Expert of Shanghai Enterprise Development Expert Volunteer Team, Chairman of Shanghai Rongqi Investment Management Co.	13764918892	Working day 9:00-11:00, 14:00-17:00	1、Enterprise equity financing consulting (equity financing scheme design, concerns, financial and tax planning, etc.); 2、Equity top structure design and equity incentive (top structure model design, implementation and planning of equity incentive during the period). 3、Enterprise sponsorship and listing counseling (how to connect to the New Third Board, share reform program design, listing points of attention, etc.). 4、The "51 Dashixiong APP" enterprise service platform is giving away 100 online enterprise service stored-value cards worth 100,000 yuan to help SMEs smoothly transition to the epidemic and quickly and accurately solve the professional problems of enterprises.

WANG Xiangfeng	Expert of Shanghai Enterprise Development Expert Volunteer Service Team, R&D Consulting Manager of Shushan (Shanghai) Consulting Management Co.	13585626956	Afternoon 14:00— 16:00	Industrial R&D engineering field: 1. R&D technical services (product concept design, architecture design, lean design, quality design technology), etc.; 2. R&D project management (R&D process, R&D cost, assessing product development maturity, product development project decision, project risk), etc.; 3. R&D system management (developing product strategy and product roadmap, designing R&D organizational structure, improving team innovation capability, Designing R&D organization performance management, managing multiple R&D projects), etc.
-------------------	---	-------------	------------------------------	---

2- Plateforme de la Commission municipale de développement et de réforme de Shanghai

La Commission municipale de développement et de réforme de Shanghai a créé une plateforme, régulièrement mis à jour, résumant l'ensemble des politiques de soutien aux entreprises et règles de mise en œuvre des politiques nationales, municipales et au niveau des districts. QR code pour accéder à la plateforme :



Shanghai : remise en route lente pour les entreprises de la liste blanche, poursuite des difficultés pour les autres, notamment les PME

Le 22 avril, les médias locaux indiquaient que 70 % des 666 entreprises prioritaires inscrites sur la « liste blanche » de reprise de l'activité de Shanghai (voir la brève du 22/04/2022) avaient repris le travail et la production. Pour autant, la situation précise matière de taux de reprise des entreprises reste largement inconnue. Il n'existe pas de chiffres officiels détaillés sur la reprise de l'activité, de même que de la proportion des entreprises complètement à l'arrêt ou opérant en circuit fermé. En pratique, la reprise complète de ces différentes entreprises est encore entravée par des facteurs tels que les mesures locales de lutte contre l'épidémie, les arrêts de leurs fournisseurs et les problèmes de logistique. Le fonctionnement en circuit fermé est aussi en soi une difficulté. Outre des conditions de travail et de vie sur place parfois très difficiles, les personnels sur site ne peuvent pas être remplacés facilement car leur retour à domicile n'est pas autorisé par les autorités sanitaires locales.

Dans le secteur automobile, le plus concerné par la liste blanche, la production a effectivement repris à Shanghai depuis deux semaines, mais selon les médias le taux de reprise du travail de nombreuses entreprises est encore inférieur ou proche de 50 % en raison de la difficulté à faire redémarrer les fournisseurs, dans un contexte où les chaînes d'approvisionnement sont largement basées sur le « juste à temps » et des stocks limités. A titre d'exemple, la Shanghai Boiler Works Co aurait un taux de reprise d'environ 45 %, Tesla d'environ 53 % et le parc industriel de Sany Heavy Machinery dans la région de Lingang à Shanghai de 20 %. Selon le Financial Times, la moitié des 200 premiers fournisseurs d'Apple ont des sites de production dans et autour de Shanghai qui sont sujets à des perturbations.

Plusieurs chambres de commerce étrangères ont lancé des enquêtes flash auprès de leurs membres, qui donnent une appréciation de la situation (cf. brève séparée). La semaine prochaine, la Chambre de Commerce de l'Union européenne (EUCCC) devrait publier les résultats de son enquête clôturée le 26 avril 2022. Bettina Schoen-Behanzin, vice-présidente EUCCC et présidente de la branche Shanghai, a estimé que, malgré un retour des activités, de nombreuses entreprises sont encore confrontées à des pénuries de main-d'œuvre et à des difficultés logistiques. EUCCC estime que moins de 30 % de la main-d'œuvre des entreprises est autorisée à travailler, reflétant les difficultés de mise en œuvre des mesures de reprise.

Les PME ont des difficultés particulières. Elles sont plus rarement sur les listes blanches et font face à de nombreux obstacles opérationnels et administratifs pour redémarrer : refus de validation du dossier de redémarrage, obligation de recourir à des employés domiciliés dans le même district que l'usine, opérations bancaires complexes (transferts avec l'étranger, opérations de change, paiement des salariés), difficultés de facturation, renégociation des loyers (les exonérations s'appliquent uniquement pour celles ayant les bailleurs publics), pénalités sur les produits stockés en douanes (malgré une logistique ne leur permettant pas de récupérer leurs marchandises), etc. Dans cette catégorie d'entreprises, à défaut de redémarrage rapide, le taux de défaillances pourrait augmenter de façon importante en 2022.

Shanghai : aides pour la reprise de plus de 200 entreprises de production alimentaire

Le 19 avril, le Bureau municipal de Shanghai de la réglementation du marché a annoncé des aides à la reprise du travail pour les entreprises de la production alimentaire. Ces aides comprennent des allègements pour le renouvellement des licences de production alimentaire et l'expiration des certificats sanitaires :

- Les entreprises de production alimentaire ayant des licences expirées et qui ne sont pas en mesure de les renouveler auront une prolongation de licence jusqu'à un mois après la fin de l'épidémie.
- Les certificats de santé des employés du secteur alimentaire qui ont expiré après le 1^{er} mars resteront valides un mois après la fin de l'épidémie.
- Le département de supervision du marché a pris l'initiative de contacter les entreprises ayant besoin de prolongations de permis pour leur permettre de soumettre les documents nécessaires en ligne.

Les contrôles de la sécurité alimentaire ont été renforcés pendant la période d'épidémie. Les entreprises doivent contrôler strictement l'inspection à l'entrée des matières premières, le processus de production, l'inspection en usine des produits, la gestion du matériel de stockage et la protection du matériel de stockage temporaire afin de garantir la qualité et la sécurité des produits.

Source : http://www.xhby.net/tuijian/202204/t20220419_7510307.shtml

Shanghai : mesures sur les demandes de dérogations (« pass ») pour les transports

Shanghai a récemment publié des mesures d'application pour obtenir les passes pour les transports. Les entreprises des secteurs essentiels, tels que les produits pharmaceutiques, l'alimentation, l'approvisionnement en énergie, les technologies de l'information et le commerce extérieur pourront obtenir ces passes pour leurs véhicules et leurs chauffeurs en s'adressant aux autorités compétentes :

Type d'entreprise	Autorités compétentes	Source
Commerce et besoins essentiels	Commission municipale du commerce de Shanghai	https://www.shanghai.gov.cn/nw12344/20220424/47b6bcf2992d41849225c189ed82edf3.html
	Autorités commerciales de district	
Industrie pharmaceutique	Commission municipale de la santé de Shanghai	https://www.shanghai.gov.cn/nw12344/20220425/915acb23d83546969dd634ec8bffb2b.html
Industrie alimentaire et des réserves stratégiques	Bureau municipal de l'alimentation et des réserves stratégiques de Shanghai	https://www.shanghai.gov.cn/nw12344/20220426/283001b1529f40089b9348ca3b8a71cc.html
Approvisionnement en énergie	Commission du développement et de la réforme de Shanghai	https://www.shanghai.gov.cn/nw12344/20220423/f2795024eb22452795f19e21f81c1b8f.html
Technologies de l'information	Administration des communications de Shanghai	https://www.shanghai.gov.cn/nw12344/20220424/f15ea1c5d99d42fb933b438d42766f4b.html
Commerce extérieur	Commission municipale du commerce de Shanghai	https://www.sh.gov.cn/zxxxgk/20220426/41ff034fa504437a8c15746bef9db107.html
	Autorités commerciales de district	

La Commission municipale du commerce donnera la priorité aux entreprises suivantes : les 100 premières entreprises d'importation et d'exportation de Shanghai ; les entreprises travaillant pour les secteurs clés de Shanghai, en particulier les circuits intégrés, les produits biopharmaceutiques et l'intelligence artificielle ; les

entreprises qui importent et exportent des matériaux clefs pour les chaînes d'approvisionnement du pays ; les entreprises qui importent et exportent des denrées alimentaires, des produits de lutte contre la pandémie et des produits de subsistance quotidiens.

Les entreprises figurant déjà sur la "liste blanche" des transports doivent continuer de s'adresser à la Commission municipale de l'économie et de l'informatisation de Shanghai.

Retour au sommaire ([ici](#))



Conjoncture

Croissance : la 11^{ème} Réunion de la Commission financière et économique centrale, présidée par Xi Jinping, prévoit un renforcement des investissements en infrastructures

Le 26 avril, Xi Jinping a présidé la [11^{ème} Réunion de la Commission financière et économique centrale](#), qui a porté sur le renforcement des projets de construction d'infrastructures. Li Keqiang, Wang Hunin, et Han Zheng étaient également présents. Les autorités ont rappelé qu'il était nécessaire d'accélérer la réalisation d'investissements et la construction d'infrastructures dans des projets bénéfiques à la croissance industrielle et à la sécurité nationale, identifiant des domaines prioritaires, notamment :

- Infrastructures basées sur les réseaux : les transports, l'énergie et la conservation de l'eau, les voies navigables portuaires et fluviales, les oléoducs et les gazoducs ;
- Infrastructures vertes, basées sur les énergies renouvelables et à faible émission de carbone ;
- Infrastructures de l'information, des sciences et des technologies : nouvelle génération de supercalculateurs, *cloud computing*, plateformes d'intelligence artificielle, infrastructures scientifiques et technologiques majeures ;
- Infrastructures logistiques et de transport: infrastructures de collecte et de livraison, aéroports régionaux, aéroports généraux et de fret ;
- Infrastructures urbaines : transports urbains d'agglomération, réseau ferroviaire interurbain, transports routiers urbains ;
- Infrastructures de prévention et d'atténuation des catastrophes naturelles et installations de santé publique ;
- Infrastructures agricoles et rurales : installations de conservation de l'eau dans les zones agricoles, système de transport rural.

Pour ce faire, les autorités soulignent la nécessité d'élargir les sources de financement; d'accroître les investissements financiers, et de se concentrer sur les besoins en financement pour les grands projets d'infrastructures nationales.

Tout comme pour les annonces relatives à la consommation (voir *infra*), malgré une présentation relativement détaillée des projets ciblés, les autorités ne mentionnent aucun montant de financement ni d'horizon temporel pour une mise en œuvre concrète des projets. En outre, le texte ne précise pas si les investissements seront publics, mais cite le besoin de renforcer les partenariats publics-privés. Dans un contexte conjoncturel baissier, il s'agit certainement davantage d'un signal des autorités visant à rassurer les acteurs de marché. Pour rappel, via les diverses mesures de soutien monétaire et budgétaire déployées, les autorités font le choix d'une relance par l'offre.

Croissance : le Conseil des Affaires d'Etat souhaite promouvoir la consommation interne

Le 25 avril, le Conseil des Affaires d'Etat a publié des [Avis visant à promouvoir la libération du potentiel de consommation et à favoriser une reprise durable de la consommation](#). Les avis soulignent qu'en raison de la situation épidémique, la reprise de la consommation demeure lente. Les petites et moyennes entreprises, les entreprises industrielles et commerciales (individuelles ou familiales) et l'industrie des services font face à des difficultés accrues. Les avis proposent ainsi de :

Premièrement, répondre aux impacts de l'épidémie et promouvoir la reprise et le développement de la consommation :

- Sur le volet des entreprises : mettre en œuvre de manière approfondie les politiques de réduction, d'exonération et de remboursement d'impôt au profit du secteur manufacturier, des PME et des entreprises industrielles et commerciales, en soutenant les collectivités locales dans le déploiement de ces mesures;
- Sur le volet du secteur financier : guider les institutions financières pour optimiser l'octroi du crédit et fournir un soutien financier aux entreprises des secteurs gravement touchés par l'épidémie;
- Sur le volet des prix : assurer la stabilité de l'offre et des prix des biens de consommation de base, notamment les céréales, l'huile, la viande, les œufs, le lait, les fruits et légumes ;
- Sur le volet logistique : améliorer les systèmes logistiques pour la collecte, le stockage et la livraison des produits de base ;
- Sur les nouveaux modèles de consommation : promouvoir la consommation en ligne et hors ligne, les modes de vente « intelligents », le tourisme intelligent, les médias intelligents, la culture numérique, les sports intelligents, les services internet liés à la santé, les services liés à la garde d'enfants ; promouvoir la consommation dans les régions du centre et de l'ouest, en particulier les zones en développement.

Deuxièmement, améliorer la qualité des biens et des modes de consommation :

- Renforcer les principes de marques et la construction de standards ;
- Promouvoir le développement des services : services de soins liés à vieillesse, consommation culturelle et touristique ;
- Développer la consommation verte : modes de vie et modèles de consommation verts et à faible émission de carbone, promotion des systèmes de recyclage ;

Troisièmement, œuvrer continuellement en faveur du développement de la consommation :

- Promouvoir le développement sain et durable des plateformes de consommation ;
- Construire des zones dédiées à la consommation avec des installations à thèmes, par exemple sur la culture, le tourisme, les sports, etc.
- Fluidifier les systèmes logistiques pour la circulation des biens de consommation à l'échelle nationale ;
- Augmenter les revenus des travailleurs : soutenir le développement du travail indépendant, favoriser l'emploi à temps partiel, normaliser le développement de nouvelles formes d'emploi, mettre en œuvre des politiques flexibles en matière d'emploi.

Quatrièmement, créer un environnement de consommation sûr et juste :

- Éliminer les barrières freinant les dynamiques de consommation, notamment institutionnelles ;
- Améliorer le système de normes de qualité pour les biens de consommation et mettre en place des classifications de qualité des produits (produits écologiques, électroniques, etc.);
- Renforcer l'application de la loi et les mécanismes de surveillance dans le domaine de la consommation : mettre en œuvre de façon approfondie les politiques de concurrence loyale, la loi anti-monopole, réprimer les actes illégaux tels que la publicité mensongère et la contrefaçon;
- Renforcer de manière globale la protection des droits et des intérêts des consommateurs.

Dans ces avis comme pour les annonces relatives aux investissements (voir supra), malgré une présentation relativement détaillée des projets ciblés, les autorités ne mentionnent aucun montant de financement ni d'horizon temporel pour une mise en œuvre concrète des mesures. Dans un contexte conjoncturel baissier, il s'agit certainement davantage d'un signal des autorités visant à rassurer les acteurs de marché.

Change : baisse du ratio de réserves obligatoires pour les dépôts en devises

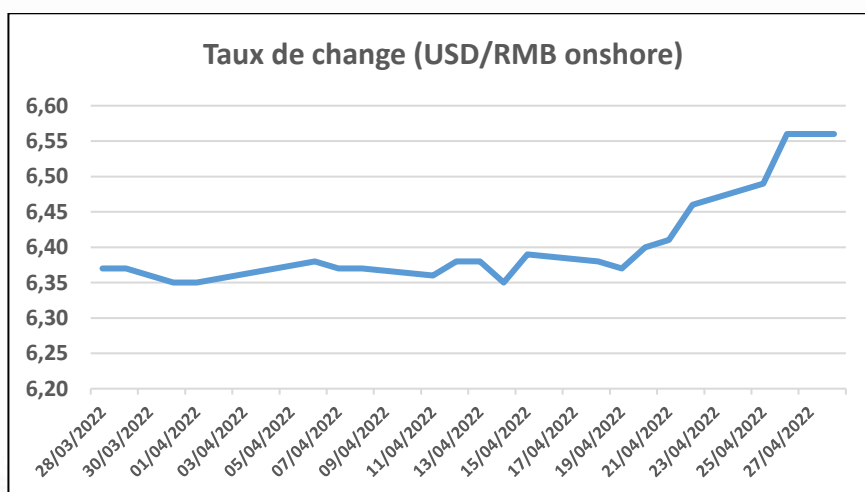
Le RMB n'a cessé de se déprécier depuis la mi-avril. Le taux de change du RMB *offshore* est ainsi descendu sous la barre de 6,6 USD le soir du 25 avril pour la première fois depuis novembre 2020. La PBoC a décidé le 25 avril de réduire d'un point de pourcentage le ratio de réserves obligatoires (RRR) de 9% à 8% pour les dépôts en devises des institutions financières à partir du 15 mai 2022, dans le but de stabiliser le taux de change de la monnaie chinoise.

Abaissier le RRR pour les dépôts en devises équivaut à augmenter l'offre en dollars américains sur le marché des changes, et ainsi réduire la pression exercée sur la dépréciation du RMB. Cette réduction d'un point de pourcentage pourrait libérer 10,5 Mds USD de liquidités, le solde des dépôts en devises étant de 1050 Mds USD fin mars selon la PBoC.

Selon M. Wu Chaoming, vice-président de l'Institut de recherche sur l'économie internationale, la réduction du RRR pour les dépôts en devises pourrait également contribuer à stabiliser la croissance économique, actuellement sous forte pression baissière, en offrant davantage de fonds en devises aux institutions financières. Cela leur permettrait ensuite de répondre à la demande en devises dans l'économie réelle et d'apporter aux entités économiques chinoises des fonds pour rembourser leurs dettes extérieures.

Selon M. Chang Ran, chercheur de l'Institut de recherche sur les investissements Zhixin, cette baisse du RRR pour les dépôts en devises est relativement modeste, étant donné que la PBoC avait relevé ce ratio à deux reprises en juin et décembre 2021, de 2 points de pourcentage à chaque fois, en réponse à la forte appréciation du RMB. Il n'est pas exclu que les autorités monétaires chinoises utilisent ultérieurement d'autres outils d'ajustement pour stabiliser le taux de change, d'après Chang. Nombre d'analystes estiment qu'à court terme le yuan devrait subir encore de forte pression à la baisse en raison du signal évident de hausse des taux d'intérêt de la Fed mais qu'à long terme le taux de change du RMB devrait rester relativement stable.

Pour mémoire, le solde des réserves de change chinois s'est élevé à 3188 Mds USD fin mars 2022, soit une légère baisse de 1,9% par rapport à fin 2021, résultant essentiellement de la dépréciation des devises autres que le dollar américain par rapport à ce dernier et également de la chute des prix des actifs dans le monde entier.



[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Banque et finance

Immobilier : les autorités somment banques et sociétés de défaillance nationales de se mobiliser pour soutenir les promoteurs immobiliers en difficulté

Selon un article du Global Times le 25 avril, la PBoC a récemment [tenu](#) une réunion à laquelle ont participé plusieurs grandes banques commerciales et 12 entreprises du secteur immobilier chinois, dont Shimao Group, Evergrande Group, Zhongliang Holding Group, Kaisa Group, Sunac China Holdings et Greenland Holdings. La réunion aurait porté sur les modalités d'un possible assouplissement réglementaire en matière d'opérations de fusions-acquisitions, en vue de faciliter de potentielles restructurations d'entreprises dans le secteur immobilier. La PBoC a également encouragé les banques commerciales à octroyer de nouveaux prêts et à prolonger les échéances de remboursement des prêts en cours aux entreprises immobilières.

En outre, la semaine précédente, le 19 avril, la PBoC et la CBIRC avaient [chargé](#) les cinq sociétés de défaillance nationales (*Asset Management Companies, AMC*) et 18 banques commerciales d'aider une douzaine de promoteurs immobiliers chinois, dont Evergrande, Sunac et Shimao, notamment en rachetant leurs dettes ou leurs actifs non-performants. Trois AMC ont déjà pris des mesures à cet égard : Cinda a nommé deux de ses dirigeants au comité de gestion des risques d'Evergrande, Great Wall a obtenu l'autorisation d'émettre 10 Mds RMB (1,5 Md USD) d'obligations pour financer les promoteurs en difficulté, tandis que China Orient a déjà émis 10 Mds RMB d'obligations à cet effet.

Depuis début 2022, plus de 80 villes ont assoupli les restrictions sur les transactions immobilières afin d'atténuer la pression baissière sur le secteur. Alors que les autorités locales et centrales semblent multiplier les mesures ou signaux de soutien, le Financial Times a [rapporté](#) que certains officiels du gouvernement seraient moins favorables, voire opposés, à ces assouplissements. Le journal a notamment évoqué Han Zheng et Hu Chunhua, tous deux Vice-Premier ministres et membres du Politburo du Parti. Les désaccords politiques au sein du gouvernement reflètent l'arbitrage délicat des autorités entre soutien à la croissance dans un contexte de ralentissement conjoncturel, et poursuite de l'assainissement du secteur immobilier.

Marchés financiers : la Chine approuve sa première loi sur les contrats à terme et les produits dérivés

Le 20 avril, [la première loi chinoise sur les contrats à terme et les produits dérivés](#) (« 中华人民共和国期货和衍生品法 ») a été approuvée par le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale. Elle vise à mieux réglementer un marché des produits dérivés en plein essor et à aligner les règles sur les normes internationales. Cette nouvelle loi entrera en vigueur le 1er août. La loi édicte les règles de négociation, de règlement et de livraison pour les contrats à terme et les produits dérivés, et formalise l'interdiction des délits d'initié, la manipulation du marché et la divulgation d'informations confidentielles.

Son champ couvre les contrats à terme et autres produits dérivés, notamment les swaps et les options non standardisées. Un produit dérivé est un contrat dont la valeur est basée sur les fluctuations d'un actif sous-jacent, tel que les actions, les obligations, les produits agricoles et industriels, les devises, les taux d'intérêt et les indices. Les entreprises et les investisseurs les utilisent comme un outil d'atténuation des risques ou de spéculation.

La loi prévoit que les bourses d'échange de contrats à terme et de produits dérivés sont tenues d'obtenir l'approbation réglementaire avant de commencer leurs opérations. Elle exige également que les institutions

financières obtiennent une approbation avant de démarrer des négociations de produits dérivés, sauf pour des contrats à terme. La loi précise les sanctions pour les infractions : une personne ou une entité reconnue coupable d'avoir manipulé les marchés à terme ou des produits dérivés se verra infliger une amende de 10 fois les gains mal acquis et pouvant aller jusqu'à 10M RMB (1,5M USD), ceux qui se livrent à des délits d'initiés seront condamnés à une amende pouvant aller jusqu'à 5M RMB, soit 10 fois les gains illégaux ; ceux qui divulguent des fausses informations seront condamnés à une amende au maximum de 2M RMB, soit 10 fois les gains illégaux.

La loi établit un cadre juridique pour les négociations transfrontalières des contrats à terme et des produits dérivés. Elle vise à répondre aux demandes des investisseurs étrangers, qui estiment avoir un accès insuffisant aux instruments de couverture et dérivés qui leur permettraient de mieux gérer les risques. Pour rappel, la Chine a supprimé les restrictions sur les participations étrangères dans les sociétés de contrats à terme au début 2020 et a permis aux investisseurs étrangers de négocier davantage de types de produits dérivés. Selon la nouvelle loi, les entreprises étrangères devront obtenir une autorisation réglementaire pour lancer des produits à terme en Chine, et les institutions domestiques qui aident les partenaires étrangers à accomplir cette tâche seront également soumises à approbation réglementaire.

Pour mémoire, le projet de cette loi a passé sa première lecture en avril 2021 et sa deuxième lecture en octobre de la même année. Intitulé à l'origine « la loi sur les contrats à terme » (« 中华人民共和国期货法 »), le projet a été élargi pour couvrir davantage d'instruments financiers complexes en plus des contrats à terme prévus dans les lectures précédentes.

Marché boursier : le marché boursier chinois a connu une forte volatilité cette semaine

Compte tenu du confinement de Shanghai et la recrudescence des cas de Covid à Pékin, de plus en plus d'investisseurs s'inquiètent des perspectives de croissance chinoises. Lors des deux premiers jours de cette semaine, les indices ont notamment enregistré une baisse d'environ 6%, avec au total 2,9 Mds RMB de flux de capitaux sortants nets. L'indice SSE est tombé pour la première fois en-dessous de 3000 points le 25 avril depuis fin juin 2020.

A cet égard, la CSRC a annoncé [une série de mesures pour promouvoir l'établissement de fonds publics](#) le soir du 26 avril, visant à encourager davantage le développement d'investisseurs institutionnels à même de stabiliser le marché. Le 28 avril, *China Securities Depository and Clearing Corporation* a réduit la moitié des frais de transactions d'actions à 0,01% de la valeur d'échange. Le 29 avril, le Politburo présidé par XI Jinping a réaffirmé des politiques pour contrôler l'épidémie et soutenir la croissance économique. Par ailleurs, de nombreuses sociétés cotées ont publié les plans de rachat d'actions et les actionnaires majoritaires des sociétés cotées ont également annoncé les plans d'accroître leurs participations cette semaine. Toutes ces mesures pour rassurer les investisseurs ont engendré un fort rebond du marché boursier, l'indice SSE se relève au-dessus de 3000 points pour clôturer à 3047 le 29 avril.

Pour mémoire, le 21 avril, [la CSRC a convoqué les principaux investisseurs institutionnels](#) tels que le *National Social Security Fund* et certaines grandes banques et sociétés d'assurance pour leur demander d'accroître la participation dans les investissements d'actions à long terme. Le lancement du programme de fonds de pension privés alimenté par les cotisations des participants dans une limite maximale annuelle de 12 000 RMB le jour même jouerait également un rôle important pour stabiliser le marché boursier chinois.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Entre le 25 et le 26 avril	-5,7%	-6,5%	-7,6%	-6,4%	-7,9%
Entre le 25 et le 29 avril	0,1%	-1,3%	-0,3%	1,0%	1,2%
Depuis le 1 ^{er} avril	-4,9%	-6,3%	-9,1%	-12,8%	-12,7%
Depuis le 1 ^{er} janvier 2022	-18,7%	-16,3%	-25,8%	-30,2%	-31,8%

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Drones et guerre en Ukraine : DJI suspend ses activités en Russie et en Ukraine

L'entreprise chinoise DJI Technology Co Ltd, leader mondial de la fabrication de drones, a [annoncé](#) la suspension temporaire de toutes ses activités commerciales en Russie et en Ukraine. Sur Weibo, le directeur des affaires publiques du groupe [a justifié](#) cette décision par une revue interne visant à mettre l'entreprise en conformité avec les cadres juridiques de chaque pays, « y compris la loi chinoise de contrôle des exportations ». Dans une [déclaration complémentaire](#), DJI réfute tout détournement à usage militaire de ses produits, conçus uniquement pour des applications civiles, et récusé tous liens commerciaux avec des distributeurs, revendeurs ou autres partenaires qui ne respecteraient pas les engagements de l'entreprise chinoise. Par ces annonces, DJI devient la première grande entreprise chinoise à suspendre ses ventes à la Russie depuis que le pays a envahi l'Ukraine en février dernier.

Le mois dernier, M. Mykhailo Fedorov, vice premier ministre ukrainien, s'était [adressé](#) directement à l'entreprise de Shenzhen pour dénoncer l'utilisation des drones DJI par l'armée russe, indiquant que ces appareils assuraient des missions de guidages de missiles, de ciblage d'opérateurs ukrainiens de drones DJI, et des fonctions de surveillance et de renseignements militaires. Les autorités ukrainiennes avaient alors instamment demandé à l'entreprise chinoise de fournir des informations identifiant le nombre de produits et leurs utilisateurs en Ukraine, et d'activer les fonctions de géorepérage (« *geofencing* ») pour empêcher le survol de zones sensibles. Cela aurait de facto instauré des « *no-fly zone* » en Ukraine, de la même façon qu'en Iraq et en Syrie en 2017, où DJI aurait alors implémenté ces fonctionnalités. La compagnie de Shenzhen avait alors répondu que la mise en place de zones de géorepérage qui seraient édictées par les autorités ukrainiennes ne pourrait ni discriminer entre les opérateurs ukrainiens ou russes des drones, ni non plus d'exclure totalement l'élimination de tous types de stratégies individuelles de contournement.

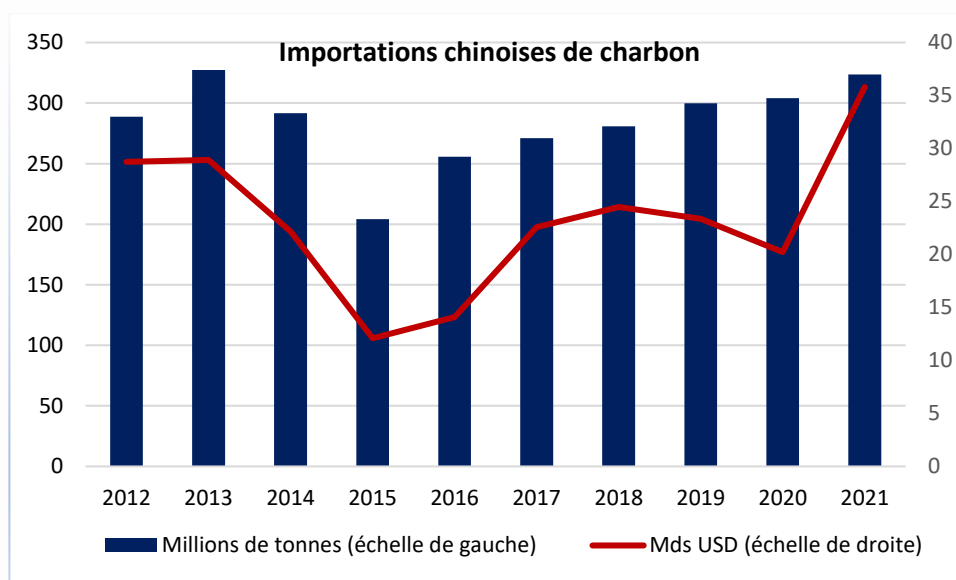
Pour rappel, DJI est également visée par diverses sanctions américaines, les Etats-Unis lui reprochant son implication dans la surveillance et la répression des minorités musulmanes en Chine, dans la province du Xinjiang. La firme de Shenzhen figure sur deux « listes noires », celle du département du commerce (DoC) depuis [décembre 2020](#) (obligeant les entreprises américaines à solliciter auprès du DoC une licence pour toute exportation de composants ou d'équipements à DJI), et celle du Trésor américain (OFAC) depuis [décembre 2021](#) (interdiction d'investissements d'origine américaine). En juillet 2021, le département de la défense (DoD) a [réitéré](#) son assertion selon laquelle l'utilisation des drones DJI posait des « *risques pour la sécurité nationale* ». De son côté, en octobre 2021, la commission fédérale des communications (FCC) [annonçait](#) l'ouverture d'une procédure pour l'intégration des produits de DJI dans sa « liste couverte », au motif que les drones de la compagnie de Shenzhen collectaient de « *vastes quantités de données sensibles sur les citoyens américains et les infrastructures critiques aux Etats-Unis* ». En février 2022, plusieurs parlementaires américains ont [présenté](#) un texte intitulé « *Countering CCP Drones Act* » incitant la FCC à inclure DJI dans cette liste couverte. Si cette procédure aboutissait, aucune agence fédérale américaine n'aurait plus le droit d'acheter de produits et ou d'équipements fournis par DJI. Enfin des [révélations](#) récentes ont en outre pointé que la firme de Shenzhen, qui s'est toujours abritée derrière un statut d'entreprise privée sans lien direct avec l'Etat chinois, aurait bénéficié de fonds publics de la Commission chinoise d'administration et de supervision des actifs publics (SASAC) pour assurer son développement stratégique.

Selon une étude du cabinet DroneAnalyst [parue](#) en septembre 2021, les parts mondiales de DJI sur le marché des drones commerciaux pour l'imagerie devaient tomber à 54% en 2021, soit une chute de 15 points par rapport à 2020. Au total, les parts de marché des drones chinois (DJI, Autel, Yuneec, etc.) seraient passées de

77% à 64% tandis que celles des constructeurs américains ont atteint 16%, contre 9% en 2020. Cette étude ne portait toutefois que sur des clients basés en Amérique du Nord (65%) et en Europe (17%). Une telle évolution s'explique par une volonté de diversification et de sécurisation des approvisionnements par les gestionnaires d'infrastructures. Sur les drones de loisir vendus directement aux consommateurs, DJI conserve cependant une position ultra-dominante, avec 94% des parts de marché.

Droits de douane : suppression des droits de douane sur les importations de charbon

La Commission des droits de douane du Conseil des Affaires d'Etat a [annoncé](#) l'annulation des droits de douane sur les importations de charbon à compter du 1^{er} mai 2022, jusqu'au 31 mars 2023. Les importations de charbon sont actuellement soumises à des tarifs douaniers allant de 3 à 6 %. Selon le communiqué, cette mesure vise à garantir l'approvisionnement énergétique du pays.



Source : douanes chinoises

Contrôle des exportations : publication d'un projet de réglementation sur le contrôle des exportations des biens à double usage

Le ministère du Commerce (MOFCOM) a [publié](#) le 22 avril un projet de réglementation sur le contrôle des exportations des biens à double usage (《两用物项出口管制条例（征求意见稿）》), ouvert aux commentaires jusqu'au 22 mai 2022. Une fois entrée en vigueur, cette réglementation consolidera et remplacera les réglementations actuelles concernant le contrôle des exportations des différents biens à double usage – dont nucléaire, missiles, biologie et chimie. S'inspirant beaucoup de la [loi sur le contrôle des exportations](#), le projet de réglementation n'apporte pas de changements majeurs au régime actuel, mais donne plutôt des spécifications concernant l'exportation des biens à double usage. En particulier, le projet prévoit la mise en place de « licences uniques » (permet une seule exportation d'un seul bien à un seul utilisateur final avec une période de validité d'un an) et de « licences générales » (permet plusieurs exportations de différents biens à plusieurs utilisateurs finaux pendant la période de validité de la licence ; avec un maximum de deux ans).

Les exportateurs ayant rempli les critères suivants pourront demander une licence générale : 1. ayant établi un système de conformité interne efficace pour le contrôle des exportations de biens à double usage ; 2. ayant exporté des biens à double usage pendant un minimum de deux ans et ayant obtenu les licences nécessaires à plusieurs reprises ; 3. ayant des canaux de vente et d'utilisateurs finaux établis ; et 4. remplissant les autres conditions fixées par le MOFCOM.

Le document prévoit également les conditions sous lesquelles les exportations des biens à double usage peuvent être exemptées de licence : 1. retour vers la destination d'origine d'exportation dans un délai raisonnable après l'importation pour la réparation, l'essai ou l'inspection ; 2. participation aux expositions organisées en Chine avant de renvoyer le bien à la destination d'origine sous leur forme originale ; 3. maintenance à l'étranger de pièces d'aéronefs civils; et 4. autres situations déterminées par le MOFCOM.

Selon le projet de réglementation, les entités et citoyens chinois ne pourront plus accepter ni s'engager à accepter des entretiens ou enquêtes sur place en Chine concernant le contrôle des exportations conduites par des gouvernements étrangers, sans l'approbation préalable du MOFCOM.

Retour au sommaire ([ici](#))

Climat des affaires

Propriété intellectuelle : clap de fin de la semaine de la propriété intellectuelle

Chaque année, la Journée mondiale de la propriété intellectuelle (le 26 avril) est l'occasion pour les autorités administratives et judiciaires chinoises d'organiser un ensemble d'actions de communications sur le sujet, étalées sur ce qui est devenu la semaine de la propriété intellectuelle (ou « *IP week* »). Pour l'édition 2022 de cette semaine, et malgré le rebond épidémique sur le territoire chinois, de nombreuses actions ont été organisées pour communiquer autour de la propriété intellectuelle.

La semaine a commencé par la tenue d'un forum de haut niveau sur la protection de la PI en Chine. Réunissant un ensemble de personnalités de la propriété intellectuelle (le Commissaire Shen Changyu de la CNIPA (office chinois de propriété intellectuelle) ; He Xiaorong le Vice-Président de la Cour populaire suprême ou encore Gong Ming du Parquet populaire suprême), ce forum a permis aux intervenants de rappeler l'importance de la propriété intellectuelle et leur engagement à mettre en œuvre le 14^{ème} plan quinquennal pour la propriété intellectuelle qui, accompagné d'autres textes, guide la stratégie nationale d'ici 2025.

Comme pour les années passées, cette édition de la semaine de la propriété intellectuelle a été accompagnée de la publication d'une variété de cas modèles pour l'année 2021. Ainsi, la CNIPA a dévoilé le [top 10 des procédures d'invalidation et de réexamen des brevets](#), [les cas typiques d'opposition et de révision des marques](#), ou encore [les 30 cas typiques de protection administrative](#) de la propriété intellectuelle. D'autres instances administratives et judiciaires publient également de tels florilèges de cas. Ainsi, le Ministère de la sécurité publique a publié ses [10 cas types de répression des infractions](#) à la propriété intellectuelle, la Cour populaire Suprême [les 10 affaires judiciaires les plus marquantes](#), et [l'administration des douanes a quant à elle dévoilé ses cas types de protection des droits de PI](#). Certains de ces cas modèles concernent des titulaires de droits français, ce qui constitue souvent une publicité utile pour continuer à faire valoir leurs droits de PI en Chine.

Enfin, cette semaine de la PI est également l'occasion pour les autorités chinoises de publier un certain nombre de rapports, permettant notamment de faire le bilan sur les évolutions de la PI en Chine pour l'année passée. Ainsi, le [Rapport sur les derniers développements en matière de protection des DPI et l'environnement commercial en Chine](#), publié par le NLGO (Groupe national leader dans la lutte contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle et la contrefaçon), fournit quelques chiffres intéressants. On y apprend que 2021 a vu une augmentation de 14,2% des dépenses chinoises en R&D, et que le nombre de brevets d'invention de grande valeur pour 10 000 habitants (nouvel indicateur chiffré du 14^{ème} plan quinquennal) a atteint 7,5 (il était de 6,3 en 2020). Pour 2021, la CNIPA a par ailleurs délivré 696 000 brevets d'invention, 3,2 millions de modèles d'utilité (la Chine est de loin le plus gros utilisateur au monde de ce titre de propriété industrielle qui ne nécessite qu'un examen de forme au moment de la délivrance) et près de 7,8 millions de marques.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Semi-conducteurs : Arm Ltd tente de reprendre le contrôle de sa filiale Arm China

Alors que la question de la gouvernance d'Arm China, filiale d'Arm Ltd détenue à 47,3% par Arm Ltd et à 36% par Hopu Investments, est en suspens depuis juin 2020, Arm Ltd semble vouloir reprendre le contrôle sur sa filiale. Arm China est en effet en conflit avec sa maison-mère depuis la décision du conseil d'administration d'Arm China de licencier son CEO, Allen Wu – et du refus de celui-ci d'obtempérer. Le projet de rachat d'Arm Ltd par Nvidia (estimé à 40 Mds USD) en 2021, n'avait pas abouti.

Softbank, qui détient Arm Ltd depuis 2016, chercherait à introduire Arm Ltd prochainement en bourse. La valorisation serait déjà estimée à 60 Mds USD. Reprendre le contrôle de la filiale chinoise apparaît dès lors essentiel : Arm Ltd n'est pour le moment pas en mesure d'auditer les finances de la filiale chinoise. Selon [Bloomberg](#), Arm Ltd soumettra sous peu des documents au gouvernement chinois pour remplacer Allen Wu ; certains documents soumis le 28 avril feraient d'ailleurs déjà état de la démission d'Allen Wu de tous ses postes au sein de l'entreprise, selon le [Financial Times](#). En remplacement, [deux nouvelles personnes](#) pourraient être nommées co-PDG. Il s'agirait de Liu Renchen, vice-Président de l'institut de recherche de l'université de Tsinghua à Shenzhen ; et d'Eric Chen, du fonds d'investissement de Softbank Vision Fund. Par ailleurs, Arm Ltd avait commencé le mois dernier à transférer ses parts au sein d'Arm China à Softbank (via un [SPV contrôlé par Softbank](#)). Après un tel transfert, Arm Ltd ne détiendrait plus que 10% du capital d'Arm China, contre 47,3% aujourd'hui.

De facto, Allen Wu est resté depuis deux ans à la tête d'Arm China, poste qu'il a endossé en 2018 à la création de la JV. Il contrôlerait une large partie des parts d'ARM China (16%), [acquises](#) en 2019. Refusant la décision de destitution de juin 2020, il a indirectement lancé trois poursuites contre Arm China, notamment auprès d'un tribunal à Shenzhen. Aucune audience n'a eu lieu. Ces poursuites ont néanmoins eu pour effet de retarder le changement de représentant légal d'Arm China. Selon le [FT](#), la nomination d'une nouvelle personne à la tête du Parti communiste de Shenzhen, Meng Fanli, aurait permis d'accélérer les négociations en vue de la destitution d'Allen Wu.

Textile : l'industrie chinoise cherche à se positionner sur des produits à plus haute valeur ajoutée

Le 21 avril, le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) et la Commission nationale pour la réforme et le développement (NDRC) ont publié des [lignes directrices](#) pour le développement « de haute qualité » de l'industrie des produits textiles.

Les lignes directrices fixent plusieurs objectifs pour 2025 :

- Augmentation de la valeur ajoutée industrielle des entreprises de 6% par an ;
- 3 à 5 entreprises chinoises devront être leaders mondiaux du textile industriel ;
- Utilisation de 15% de fibres recyclées et de fibres issues de la biomasse ;
- Numérisation du contrôle qualité pour le textile non tissé : le taux de contrôle effectué par des moyens numériques devra atteindre 70%.

L'accent est également mis sur l'importance du textile de haute qualité pour des applications dans certains secteurs aux besoins très spécifiques, notamment l'aéronautique, l'industrie maritime et la pêche, ainsi que les textiles à usage médical et sanitaire, mais aussi pour les secteurs du transport ou encore de la construction.

Automobile : Pony.ai et Apollo (Baidu) obtiennent des licences pour robots-taxis

Le 24 avril, Pony.ai a indiqué avoir [obtenu une licence](#) pour opérer 100 véhicules de sa flotte de robots-taxis. La flotte sera notamment opérationnelle dans le district de Nansha (800 km²) de la ville de Canton à partir de mai. Baidu, à travers son service de VTC Apollo Go, a également obtenu une licence. Pour les deux entreprises, la présence d'un « conducteur de sécurité » (personne présente au siège conducteur en cas d'incident ou de situation d'urgence) sera nécessaire.

Trois jours après l'obtention de la licence, Baidu a indiqué que 10 véhicules autonomes ont commencé à être opérationnels sur une zone de 60 km² à Pékin. Au cours du T4 2021, le service de VTC par robot-taxi de Baidu auraient enregistré [213 000 commandes](#) dans toute la Chine continentale (le service est notamment disponible dans 9 villes, dont Shanghai, Shenzhen, Canton).

Pony.ai et Apollo (Baidu) avaient également toutes deux reçu une autorisation en novembre dernier pour opérer une partie de leur flotte de robots-taxis dans la zone pilote de Yizhuang à Pékin. Pony.ai tente également d'étendre [sa présence](#) aux Etats-Unis, bien que son permis de tests ait été suspendu en décembre dernier en Californie [à la suite d'un accident](#).

Données : le TC260 publie une norme sur la collecte de données personnelles par les applications mobiles

Le Comité technique de standardisation pour la sécurité de l'information ([TC 260](#)) a publié une norme clarifiant la collecte de données personnelles utilisateurs pour les applications mobiles. Elaborée par le Comité technique TC260 en consultation avec la plupart des grandes entreprises chinoises du numérique (Tencent, ByteDance, Alibaba, Baidu...), la norme prévoit un haut niveau de protection des données personnelles. Elle érige comme principe clef la collecte par les applications mobiles des seules données nécessaires et/ou pertinentes à l'utilisation de ladite application.

La norme technique [identifie](#) 39 catégories d'applications mobiles. A chaque application mobile correspond une catégorie, selon la fonctionnalité proposée. Pour chaque catégorie, seules les informations personnelles nécessaires et/ou pertinentes à cette fonctionnalité peuvent être collectées.

Les applications proposant plusieurs fonctionnalités devront ainsi choisir une unique catégorie d'application. Concrètement, AMAP (Alibaba), qui propose des services de navigation par cartes et de VTC, devra choisir une seule catégorie : navigation par carte, ou VTC. Elle ne pourra ensuite collecter que le niveau de données personnelles utilisateur nécessaire pour la fonctionnalité choisie.

Pour chaque catégorie d'application, trois niveaux de données personnelles sont identifiées : les données nécessaires (pour le service VTC : le numéro de téléphone de l'utilisateur) ; les données non-nécessaires mais pertinentes ; les données non-pertinentes. Seules les données personnelles nécessaires peuvent être requises par

l'application mobile. La norme du TC260 établit en outre qu'il est inopportun de demander à l'utilisateur des données non nécessaires.

Dans les faits, il est probable que les applications proposant plusieurs fonctionnalités se scindent formellement en plusieurs applications : une pour chaque fonctionnalité.

La norme présente en outre un niveau de granularité assez fin : pour chaque catégorie d'application mobile, elle précise les exemples d'informations personnelles pouvant ou ne pouvant être demandées à l'utilisateur. Enfin, quelle que soit la catégorie de l'application mobile, celle-ci ne peut pas demander des informations permettant d'identifier le terminal mobile (interdiction de demander le numéro de série du terminal mobile, par exemple).

Deux principales questions demeurent après publication de cette norme : sa mise en œuvre (surveillance des applications, enregistrement des applications mobiles auprès d'une autorité compétente ?) ; et capacité des entreprises (notamment pour les petits acteurs) à innover dans ce cadre de plus en plus réglementé.

Pour rappel, le TC 260 est le principal organisme de définition des normes au niveau technique en Chine. Créé en 2002 et placé sous la supervision de l'Administration chinoise du cyberspace (CAC), le TC 260 regroupe 81 membres parmi lesquels les principaux groupes chinois, et un [nombre restreint d'entreprises étrangères](#) du numérique.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Energie: impact des confinements en Chine sur la demande en pétrole mondiale

L'impact des confinements en Chine est suivi de près par les marchés du pétrole, la baisse d'activité économique dans le pays, combinée à l'impact de la guerre en Ukraine, induisant une révision des prédictions de la demande mondiale pour cette année. Ainsi, l'Agence Internationale de l'Energie [estime](#) à présent une demande en pétrole mondiale de 99,4 millions de barils par jour (Mb/j) en 2022, en baisse de 260 000 b/j par rapport aux prédictions faites en mars. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) est encore plus pessimiste et [anticipe](#) une baisse de 480 000 b/j par rapport aux chiffres avancés plus tôt cette année, pour une demande mondiale de 100,5 Mb/j en 2022.

Selon des premières estimations, la baisse de la demande chinoise en pétrole brut dépasserait pour avril le [million](#) de barils par jour, soit environ 9% de la demande moyenne journalière en 2021 et le plus gros choc enregistré depuis la mise sous cloche de Wuhan en 2020. Avec la réduction drastique des déplacements à Shanghai mais aussi entre les différentes villes chinoises, la consommation d'essence, de diesel et de kérosène pourrait diminuer de [20%](#) en avril par rapport à l'année dernière.

Cette réduction de la demande chinoise a une influence baissière sur les prix mondiaux du pétrole, bien que ceux-ci restent très volatils et à des niveaux historiquement hauts dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : les résultats économiques de la ville pour le 1^{er} trimestre 2022 confirment un retournement de tendance en mars

Le PIB de la municipalité de Shanghai a enregistré une croissance de +3,1 % au premier trimestre 2022 en g.a. pour atteindre 1001 Mds CNY (152 Mds USD). La ville se classe 11^{ème} dans le classement des provinces en terme de PIB parmi les 26 villes et provinces qui ont publié leurs résultats économiques de ce trimestre. A noter que la province du Zhejiang enregistre un PIB de 1 788,6 Mds CNY soit 271 Mds USD (+5,1 % en g.a) et la province du Jiangsu 2785,9 Mds CNY, soit 422 Mds USD (+4,6 % en g.a). Pour Shanghai, le secteur tertiaire, qui contribue à 76,5 % du PIB (766 Mds CNY soit 116 Mds USD), a progressé de +3,3 % et le secteur secondaire de +2,4%.

Dans le contexte de la crise sanitaire, l'impact économique des mesures de confinement à Shanghai, qui ont débuté au cours du mois de mars 2022, est observable dans les chiffres du 1^{er} trimestre avec un retournement de tendance significatif au mois de mars. Les secteurs liés à la consommation des ménages et à la mobilité sont particulièrement touchés : les ventes au détail se contractent de -3,8% au premier trimestre et de -18,9% en mars, après une croissance de +3,7% en janvier-février. Le e-commerce semble bénéficier d'un report partiel de la consommation puisqu'il progresse de +18,4% sur le 1^{er} trimestre. Le secteur de l'hébergement et de la restauration subit en revanche une forte baisse au 1^{er} trimestre (-8,7%). Le ralentissement se propage à l'industrie dès le mois de mars, avec une baisse de la valeur ajoutée de la production industrielle de -7,7% en mars, après une expansion de +11,9% en janvier-février. Les investissements semblent également fléchir en mars, mais restent en territoire positif sur le trimestre (+ 3,3%).

Reflète du dynamisme de ces secteurs, la valeur ajoutée des industries stratégiques émergentes (comprenant notamment les TIC, la biomédecine et les équipements médicaux haut de gamme, les véhicules à énergies nouvelles et connectés, l'aéronautique, etc.) a augmenté de +13,7 % à 392 Mds CNY (59 Mds USD). Parmi ces industries, la production industrielle de véhicules à énergie nouvelle a augmenté de +98,2% et celle des technologies de l'information de nouvelle génération de +28,9%.

Le commerce extérieur de Shanghai a progressé de +14,6 % à plus de 1008 Mds CNY (153 Mds USD). La municipalité connaît toutefois encore un déficit de sa balance commerciale, les importations s'élevant à plus de 594 Mds CNY soit 89 Mds USD (+8,9 %) et les exportations à 414 Mds CNY soit 63 Mds USD (+23,8 %), la croissance des exportations étant par ailleurs plus rapide qu'au niveau national (+13,4%) en raison de la fonction de hub logistique de Shanghai et du grand nombre d'entreprises exportatrices dans le delta du Yangtze. On notera également que le revenu disponible continue de progresser à 22 663 CNY (3432 Mds USD) par habitant (+5,2%), mais que l'économie crée moins d'emplois cette année (192 600 emplois créés au 1^{er} trimestre 2022, soit 26 200 de moins que pour la même période en 2021). L'indice des prix à la consommation à Shanghai a augmenté de +1,8 % au premier trimestre 2022.

2022 Shanghai	Janvier - Février	Mars	Trimestre 1
PIB	\	\	+ 3,1 % (1001 Mds CNY / 157,6 Mds USD)
Importation de biens	62 Mds USD + 20,3 %	31 Mds USD - 8,3 %	94 Mds USD + 8,9 %
Exportation de biens	43 Mds USD + 24,5 %	21 Mds USD + 22,4 %	65 Mds USD + 23,8 %
VA de la production industrielle	693 Mds CNY + 11,9 %	327 Mds CNY - 7,7 %	1016 Mds CNY + 4,3 %
VA de la production des industries émergentes stratégiques	\	\	392 Mds CNY + 13,7 %
Ventes au détail	315 Mds CNY + 3,7 %	123 Mds CNY - 18,9 %	438 Mds CNY - 3,8 %
#Dont commerce en ligne	\	\	100 Mds CNY + 18,4 %
#Dont hébergement et restauration	25 Mds CNY + 7 %	7 Mds CNY - 39,5 %	32 Mds CNY - 3,7 %
Investissement total en actifs fixes de l'ensemble de la société	+ 12,6 %	\	+ 3,3 %
Dépenses de consommation / hab	\	\	12 829 CNY + 5,4 %
Revenu disponible par hab	\	\	22 663 CNY + 5,2 %
Inflation	1,6 %	2,2 %	1,8 %

Provinces du Sud-Ouest : une croissance régionale dynamique au premier trimestre, portée par le secteur secondaire

Alors que la région a enregistré habituellement un taux de croissance assez nettement supérieur à la moyenne nationale sur la dernière décennie, témoignant de sa dynamique de rattrapage, elle était globalement entrée dans le rang en 2021.

Les chiffres du premier trimestre 2022 indiquent que ce supplément de croissance tend à se restaurer en ce début d'année. Il est en grande partie expliqué par la bonne tenue de l'industrie. Alors que le pays a affiché un taux de croissance de 4,8 % au T1 en g.a., le [Sichuan enregistre ainsi une croissance de 5,3 %](#) sur la même période, portée par le secteur secondaire (+6,4 %). Le même phénomène se retrouve à [Chongqing \(+5,2 %\)](#), où le secteur secondaire a progressé de 6,8 %, grâce à l'important secteur automobile (+16,8 %) et à des secteurs émergents comme celui des cellules photovoltaïques (+92,9 %) ou des robots industriels (+34,1 %). Le secteur secondaire (+7,6 %) a tout autant porté la croissance du [Yunnan \(+5,3 %\)](#) ou celle du [Guizhou \(+11,1 % sur une croissance de +6,6 %\)](#), province où ce secteur a de surcroît reçu des investissements en progression de 32,8 %.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Bourse : le bénéfice net de HKEX se contracte de 31% au 1^{er} trimestre

L'opérateur de la bourse de Hong Kong a enregistré une contraction de 31% de son bénéfice net (glissement annuel) au cours du 1^{er} trimestre à 340,3 M USD. Son chiffre d'affaires s'est dans le même temps contracté de 21% à 597 M USD. Selon HKEX, ces résultats en baisse sont principalement liés au recul des volumes de transactions au cours de la période (-35% en g.a), à la baisse des frais de *listing* collectés suite au ralentissement des introductions en bourse (-90% au T1-2022) ainsi qu'aux pertes liées aux investissements de portefeuille de HKEX au cours de la période en raison de la baisse des marchés actions à l'échelle mondiale (13,3 M USD de pertes au T1-2022).

Bourse : les *Stock Connects* enregistrent des ventes nettes d'actions chinoises atteignant 1 Md USD au cours des 3 premières semaines d'avril

Les données collectées par Refinitiv font état de ventes d'actions chinoises atteignant 1 Md USD au cours des 3 premières semaines d'avril, après 7,1 Mds USD en mars. Les obligations chinoises ont elles aussi fait l'objet d'importantes ventes de la part des investisseurs internationaux à travers le *Bond Connect* qui a enregistré des flux nets vendeurs de 17,7 Mds USD en mars 2022, soit le plus haut niveau enregistré depuis août 2017. La détention d'obligations chinoises par des investisseurs étrangers atteignait ainsi 3,9 Mds USD à la fin du mois de mars 2022 (source : [Bond Connect](#) incluant la détention via les Shanghai Clearing House et China Central Depository & Clearing), un chiffre au plus bas depuis octobre 2021. Les mouvements vendeurs des investisseurs étrangers sur le marché obligataire chinois seraient principalement liés, outre le contexte économique en Chine et l'environnement international dégradés, au différentiel croissant entre les taux de rendements obligataires américains et chinois du fait des anticipations haussières sur les taux directeurs de la Réserve fédérale américaine.

Croissance du PIB : le FMI réduit ses prévisions de croissance pour Hong Kong à 0,5% en 2022

Le Fonds monétaire international a mis à jour ses prévisions de croissance pour Hong Kong à l'occasion de la publication de ses «[Perspectives économiques mondiales 2022](#)», tenant compte de l'impact à l'échelle mondiale de la guerre en Ukraine. La croissance du PIB hongkongais est désormais attendue à 0,5% en 2022. Lors de la publication des conclusions d'experts du FMI au titre de l'article IV en janvier 2022, le fonds monétaire international tablait sur une croissance de 3% en 2022. La 5^{ème} vague épidémique et le renforcement des mesures de distanciation sociale, mais surtout le ralentissement économique en Chine ont depuis assombri les perspectives de croissance 2022 pour Hong Kong.

Commerce extérieur: les exportations hongkongaises se contractent de 8,9% en mars (g.a) et les importations de 6%

Les exportations hongkongaises de marchandises ont reculé de 8,9% en mars en glissement annuel (-14,3% en glissement mensuel), pénalisées notamment par les perturbations logistiques liées au rebond épidémique en Chine et à Hong Kong. Les exportations vers la Chine, premier débouché de Hong Kong se sont ainsi contractées de 12,8% en g.a (-13,8% en glissement mensuel), celles vers les Etats-Unis (2^{ème} débouché) progressent en

revanche de 7% en g.a, de même pour celles vers Taiwan, 3^{ème} débouché de Hong Kong (+20,8% en g.a). Les importations de Hong Kong se sont dans le même temps contractées de 6% en g.a (-13,8% en glissement mensuel). Au cours du 1^{er} trimestre les exportations ont progressé de 3,4% et les importations de 2,9%.

Inflation : hausse de 1,7% de l'indice des prix à la consommation au cours du mois de mars (g.a)

L'Indice des prix à la consommation a progressé en mars de 1,7% en g.a (consensus Bloomberg : 1,8%), contre +1,6% en février. Les prix de l'alimentation ont augmenté de manière particulièrement importante à +4,6% en g.a, contre +3,5% en février, en lien avec les difficultés logistiques rencontrées par Hong Kong, dont 90% de l'alimentation est importée (+34% pour les légumes frais, +13% pour les œufs, +12% pour le porc ou encore +14,3% pour le poisson). Les prix du transport ont également enregistré une hausse importante (+6%) de même pour ceux des vêtements et accessoires (+3,6%). Les prix du logement ont en revanche enregistré une modeste baisse à -0,3%.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Tourisme : baisse du nombre de visiteurs de 30% en mars

Si les arrivées ont augmenté de +8% en g.a (1 876 847 personnes) au premier trimestre de l'année, le nombre de visiteurs à Macao a toutefois baissé en mars de 30,2% en g.a et de 19,6% par rapport à février à 526 912 personnes (dont 468 995 en provenance de Chine), en raison de la reprise épidémique en Chine.

Les visiteurs chinois sont exemptés de quarantaine pour entrer à Macao mais doivent toujours présenter un test COVID-19 négatif de moins de 7 jours pour les arrivées par avion et de moins de 72H pour les arrivées en provenance de la ville frontalière du Zhuhai depuis le 25 avril 2022. Pour les visiteurs des villes chinoises touchées par l'épidémie une quarantaine de 2 semaines est imposée à l'arrivée à Macao: c'est actuellement le cas pour la plupart des quartiers de Shanghai, Pékin et Canton. Un contrôle strict est toujours en place pour les arrivées de Hong Kong (2 semaines de quarantaine et une semaine d'auto observation).

Retour au sommaire ([ici](#))

Taïwan

Economie : la confiance des Taïwanais en baisse en raison de la guerre en Ukraine et de la hausse des taux d'intérêt

Selon une enquête réalisée par les services de Cathay Financial Holding, [la confiance des Taïwanais dans l'économie locale diminue en raison de l'agression de la Russie en Ukraine et des politiques de resserrement monétaire des principales banques centrales](#). Sur un échantillon de 19 590 clients (de Cathay Life Insurance et de Cathay United Bank), 46,4% indiquent que la situation économique taïwanaise devrait se dégrader au cours des six prochains mois alors que près de 30% envisagent une amélioration. Les résultats de cette enquête montrent également un fléchissement des principaux indices tels que celui sur le climat économique (de -0,2 le mois précédent à -16), sur l'achat des produits de luxe (véhicules automobiles par exemple, de 10,8 à 0), sur l'acquisition d'un bien immobilier (de -46 à -52,1, niveau le plus bas depuis mai 2019 entraîné notamment par les mesures de la CBC visant à lutter contre la spéculation immobilière), sur le cours des actions (de 8,1 à 2,9), etc. Pour ce qui concerne la croissance économique de Taïwan en 2022, 27,7% des réponses indiquent que la hausse de l'inflation aura un impact négatif sur les exportations taïwanaises, et 22,1% se montrent inquiets s'agissant de l'augmentation des cas de Covid-19 et de ses effets sur le ralentissement de l'économie.

Emploi : le taux de chômage en légère hausse en mars

Selon la DGBAS, [le taux de chômage a atteint 3,66% en mars](#), soit la deuxième hausse consécutive suite à février (3,65%), et 3,64% en moyenne sur les trois premiers mois de l'année. On évalue [le nombre de chômeurs à 435 000, environ 1 000 de plus par rapport au mois précédent \(+0,19%\)](#). Le nombre de personnes en activité atteint 11,44 M. Le secteur des services (60,02% de la population active) enregistre une perte de 38 000 emplois par rapport à mars 2021, dont 29 000 dans le commerce de gros et de détail, fortement touché par la pandémie. Le nombre d'emplois dans le secteur de l'industrie (35,35%) et de l'agriculture (4,63%) diminuent également de 31 000 et 13 000 respectivement. Par ailleurs, d'après [les dernières statistiques publiées le 25 avril par le ministère du travail](#), 2 270 entreprises auraient déclaré avoir demandé à leurs employés de prendre des congés sans solde, soit près de 14 500 personnes. Le secteur des services de renfort (sécurité, gardiennage, entretien...) est le plus impacté (8 405 personnes en congés sans solde, 1 378 entreprises) soit 58% du total. Il est suivi par celui du transport et de l'entreposage (1 446 personnes, et un peu plus de 100 entreprises) et du secteur manufacturier (1 357 personnes et 104 entreprises).

Accès au marché : le Yuan législatif vote la réduction du tarif douanier sur le Champagne de 20 à 10%

Le Yuan législatif a [adopté en troisième lecture le 26 avril, un amendement au tarif douanier « 22041010 », portant sur la réduction du tarif, de 20% à 10%, appliqué aux importations des vins de Champagne](#). Ce nouveau tarif s'aligne désormais sur celui des vins tranquilles. Pour mémoire, cette proposition de réduction du tarif douanier avait été présentée en mai 2021 par la députée LIN Chu-Yin (DPP), membre de la commission des finances du Yuan législatif et vice-présidente du groupe parlementaire d'amitié franco-taïwanais. Mme LIN a souligné lors des débats qu'il convenait d'harmoniser le tarif du champagne sur celui des vins, produits fabriqués à base de raisins et classés dans la même catégorie selon la réglementation taïwanaise. Le ministère des Finances (MOF) a d'ailleurs rappelé que ce nouveau tarif s'appliquait uniquement au Champagne et que le tarif sur d'autres vins effervescents restait à 20%. Selon les chiffres des douanes taïwanaises, les importations de Champagne, ont

progressé de 200% en valeur (+157% en volume) au cours des dix dernières années pour atteindre 24 M USD en 2021 (+5,1% en glissement annuel), soit un volume de 453 tonnes (+8,3%).

Environnement : le NDC souligne l'effet d'entraînement de la neutralité carbone sur la croissance

Le 30 mars dernier, le Conseil National de Développement (NDC) a présenté en partenariat avec plusieurs ministères (EPA, MOEA, MOST, MOTC...), la feuille de route du gouvernement pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Le gouvernement, qui prévoit un effort d'investissement de 900 Mds TWD (28 Mds euros) d'ici 2030, cible en premier lieu les technologies liées aux énergies renouvelables, l'hydrogène, l'amélioration du réseau électrique et le recours aux équipements de stockage de l'énergie. Plus récemment, [lors de la journée de la Terre](#), le ministre du NDC, KUNG Ming-hsin, a précisé qu'au cours des huit prochaines années les investissements privés dans l'énergie éolienne offshore et solaire en particulier devraient dépasser 3000 Mds TWD (environ 94 Mds euros). La politique du gouvernement en faveur de la neutralité carbone devrait contribuer à la croissance à hauteur de 0,56 point de pourcentage en moyenne annuelle. [Les perspectives](#) de développement de l'énergie solaire seraient en capacité installée de 30 GW en 2030 et de 40 à 80 GW à l'horizon 2050. Pour l'éolien, les projections du gouvernement annoncent 13,1 GW à l'horizon 2030 et 40 à 55 GW en 2050.

Finances : les banques et les assurances diminuent leur exposition au marché russe

[La Financial Supervisory Commission](#) a indiqué récemment que le secteur financier avait réduit son exposition aux marchés ukrainien et russe, pour atteindre 143,4 Mds TWD (près de 4,5 Mds euros) à la fin du mois de mars, soit une baisse de 74,5 Mds TWD (2,3 Mds euros) par rapport à fin janvier (notamment en raison de la baisse des obligations russes). Ce montant est composé de 104,6 Mds TWD d'investissement en provenance des assureurs taiwanais, de 5,3 Mds TWD des banques taiwanaises, et de 33,5 Mds TWD d'investisseurs privés. Parmi les assureurs locaux, Shin Kong Life Insurance a enregistré les pertes les plus importantes (3,16 Mds TWD), suivi de Nan Shan Life Insurance (3,02 Mds TWD) et de Cathay Life Insurance (2,6 Mds TWD). Les investissements privés dans des fonds russes et ukrainiens atteignent fin mars respectivement 26,6 Md TWD et 6,9 Mds TWD soit une baisse respective de 52% et 63% par rapport à fin janvier 2022.

PIB par Habitant : Taiwan devrait dépasser la Corée du Sud d'ici la fin de l'année selon le FMI

Selon [les dernières estimations du FMI](#), le PIB par habitant de Taiwan est sur le point [de dépasser celui de la Corée du Sud](#). Il devrait atteindre 36 000 USD contre 34 990 USD pour la Corée avant la fin 2022. La pandémie a contribué paradoxalement à accélérer le rattrapage de Taïwan : l'économie sud-coréenne s'est contractée à 0,9%, en 2020, avant de croître de 4% en 2021, Taïwan a enregistré une croissance de 3,11%, en 2020, et de 6,45%, en 2021. Selon le Chung-hua Institution for Economic Research (CIER), cette situation s'expliquerait par la moins grande flexibilité des conglomérats sud-coréens par rapport aux sous-traitants taiwanais. Taiwan a, par ailleurs, su pleinement bénéficier du repositionnement des chaînes d'approvisionnement, de son leadership dans le domaine des semi-conducteurs, et d'une hausse des investissements étrangers. D'après les projections du FMI, le PIB par habitant de l'île devrait s'établir à 42 801 USD, contre 42 719 USD en 2025 pour la Corée.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

camille.paillard@dgtresor.gouv.fr